

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

P.-LOUIS RIVIÈRE

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT

**UN CENTRE
DE GUERRE SECRÈTE**
MADRID, 1914-1918

PRÉFACE DU GÉNÉRAL WEYGAND



PAYOT, PARIS

MA

8552

MA
8552

UN CENTRE
DE GUERRE SECRÈTE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

DROIT

- De la protection internationale des œuvres littéraires et artistiques.* Fontemoing, 1897.
- Recueil général des Traités, Codes et Lois du Maroc*, 1919, 1923, avec Suppléments annuels à ce jour. Sirey.
- Précis de législation marocaine.* Sirey, 1927. (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques, Prix S. Reinach.)
- Etudes marocaines.* Sirey, 1928.
- Manuel de droit marocain.* Sirey, 1931.
- A travers les législations étrangères.* Editions internationales, 1935.
- Le problème du franc-or.* (Plaquette, Sirey, 1932.)

HISTOIRE

- Ce que nul n'a le droit d'ignorer de la guerre.* Lavauzelle, 1920.
- L'après-guerre*, 2^e édition, 1932, Lavauzelle. (Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Monthyon.)

ENSEIGNEMENT ET VOYAGES

- Villes et Solitudes.* Plon, 1910.
- Poh-Deng*, mœurs siamoises. Piazza, 1912, et Hachette, 1920.
- Un voyage au Pays de la Science.* Delagrave, 1915.
- Colonies.* Delagrave, 1932.
- Siam.* Peyronnet, 1935.

POÉSIES

- La Route.* Perrin, 1928. Recueil couronné par l'Académie française. (Prix Archon Desprouses.)

COLLECTION DE MÉMOIRES, ÉTUDES ET DOCUMENTS
POUR SERVIR A
L'HISTOIRE DE LA GUERRE MONDIALE

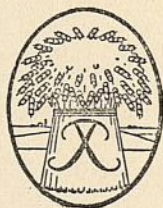
P.-LOUIS RIVIÈRE

Correspondant de l'Institut

**UN CENTRE
DE GUERRE SECRÈTE**
MADRID 1914-1918

LA GUERRE POLITIQUE. — L'ŒUVRE DE PROPAGANDE. —
L'ENTREPRISE D'ESPIONNAGE. — L'OFFENSIVE ÉCONOMIQUE. —
LE SERVICE S

PRÉFACE DU GÉNÉRAL WEYGAND



PAYOT, PARIS
106, Boulevard St-Germain

1936
Tous droits réservés

Premier tirage février 1936.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright 1936, by Payot Paris



Ayuntamiento de Madrid

R / 124.431

*A MONSIEUR LE GÉNÉRAL CARTIER
HOMMAGE CORDIAL ET RESPECTUEUX
D'UN ANCIEN COLLABORATEUR
P.-L. R.*

PREFACE

Jamais peut-être n'a-t-on parlé de guerre autant qu'aujourd'hui. On s'accorde à penser que, si le fléau d'un conflit armé devait s'abattre à nouveau sur l'Europe, la guerre serait « totale ». On entend par là, non seulement la participation à la lutte de tous les hommes valides, mais aussi que toutes les activités de la nation y seraient entraînées, en même temps que l'aviation ferait planer au-dessus des régions les plus écartées un danger permanent de destruction et de mort.

Mais songe-t-on suffisamment à l'« Autre Guerre », la guerre secrète. Totale aussi celle-là, car elle s'attaque à l'âme de l'adversaire, en s'efforçant d'y semer le découragement et la démoralisation, à son honneur en le déconsidérant aux yeux du monde entier, à son esprit pour y surprendre ses desseins, à son ravitaillement pour l'entraver, à sa santé même par des procédés de contamination.

Ce livre, pour lequel M. Louis Rivière m'a fait l'honneur de me demander une préface, y fera penser davantage. En présentant au public, il y a quelques années, un volume du même auteur, le bâtonnier Henri-Robert lui reconnaissait l'avantage de donner

au lecteur, avec l'explication des faits du passé, quelque chance de pénétrer les secrets de l'avenir. L'ouvrage que publie aujourd'hui M. Louis Rivière mérite le même éloge. Ses différents chapitres mettent en lumière l'organisation clandestine de la guerre politique, de la propagande, de l'espionnage, de l'action économique, et enfin du service de sabotage et de destruction.

Il n'est pas l'œuvre d'un théoricien ou d'un auteur d'histoire romancée, mais d'un magistrat érudit, auteur d'importantes publications sur le droit, l'histoire ou les voyages; d'un Français, dont un long séjour et des missions à l'étranger ont élargi les horizons; d'un soldat enfin, dans la plus belle acception du terme, lieutenant et capitaine aux chasseurs alpins, chef de bataillon ensuite, qui, après trois ans de guerre à la tête d'une unité combattante et deux graves blessures, termina la période des hostilités dans le service du Chiffre. Après n'avoir rien ignoré de la guerre du front, il eut le privilège de connaître dans ses détails la guerre secrète.

Si les procédés mis par les applications de la science aux mains des belligérants ont considérablement accru leurs moyens, ces procédés ont aussi leurs faiblesses. Les vibrations de l'éther sont le bien commun de tous ceux qui peuvent les capter et les comprendre. C'est le rôle de l'écoute et du déchiffrement. Ces services ont bien fonctionné à notre profit pendant la Grande Guerre. Ils ont permis de saisir et de traduire la plupart des messages des gouvernements ennemis et de

leurs états-majors, comme aussi ceux des neutres. Grâce à eux, nous avons pu parer à temps de mauvais coups, déjouer beaucoup d'intrigues, sauver de nombreuses existences. Aussi tiennent-ils une place importante dans l'organisation défensive de la France. Il importe donc de ne pas perdre le bénéfice des expériences acquises au cours de la guerre en matière de déchiffrement. Quant à l'écoute, elle est la base même de tout système de défense contre la guerre secrète. Son organisation ne saurait être l'objet de trop de soins dès le temps de paix. Au début d'un conflit, un adversaire avisé s'efforcera de rendre son antagoniste sourd, par l'écrasement massif de ses postes d'écoute. L'aménagement de ces postes doit donc être réalisé d'une façon toute moderne, qui les mette à l'abri des plus puissantes attaques aériennes.

Le sujet traité par M. Louis Rivière a déjà fait l'objet de révélations dans la presse, dans des mémoires ou dans des ouvrages spéciaux. En l'abordant à son tour, l'auteur ne dit pas tout ce qu'il sait, mais seulement ce qu'il peut dévoiler sans inconvénients. « Les combattants, affirmait G. Clemenceau au lendemain de la victoire, ont des droits sur nous. » N'ont-ils pas, au premier rang, celui de protéger les générations qui suivent en faisant mieux connaître la vérité?

GÉNÉRAL WEYGAND.

UN CENTRE DE GUERRE SECRÈTE

INTRODUCTION

« L'Histoire, cette grande menteuse ». A cette boutade chagrine nous serions tentés de substituer une définition : « L'Histoire : une stylisation. » A mesure que les faits quittent leur domaine vivant de l'actualité pour rentrer dans le musée historique, ils se figent dans une physionomie conventionnelle, ressemblante à la façon d'une photographie retouchée — mais qui, par sa simplicité même, plaît à l'homme de la rue.

Celui-ci ne connaît donc qu'une face des événements : ceux qui se sont déroulés sur la scène. Comme au théâtre, cependant, il en est d'autres qui se sont passés dans la coulisse. Et ceux-ci expliquent ceux-là.

La guerre de Cinq Ans — 1914-1918 — n'a pas échappé à la règle. A côté des faits connus, il en est d'autres ignorés. Si le voile qui les recouvre depuis plus de vingt ans, ne peut, sans inconvénients pour notre pays, être entièrement levé, du moins peut-il être soulevé en partie.

Précisons. La lutte sur les champs de bataille variés n'a pas été la seule. Une autre offensive a été menée, avec des armes différentes, mais également implacable. Elle a consisté, de la part de l'Allemagne, à provoquer la paralysie de l'ennemi en l'enveloppant dans un réseau de machinations et d'intrigues, voire de

coups directs, dont les unes étaient de bonne guerre, dont les autres constituaient des crimes de droit commun. Nous avons généralement pu parer les coups parce que nous savions quand et comment ils allaient être portés. Comment le savions-nous? D'autres peut-être, auront un jour congé de le dire. Aujourd'hui, l'auteur de ces lignes entend se borner à présenter les faits, sans les travestir ni les maquiller. S'il estime ne pouvoir encore dire « toute la vérité », il ne dira « rien que la vérité ».

Contrairement à la règle classique des trois unités, le centre de l'action se transportera de Madrid à Berlin et vice-versa. Les principaux rôles seront tenus : à Berlin, par la Wilhelmstrasse (Affaires étrangères), le Grand Etat-Major et l'Amirauté. Pour ceux-ci il n'est besoin de présentation. A Madrid, ils le seront par les représentants officiels de l'Empire : l'ambassadeur, l'attaché militaire, l'attaché naval. Passons la troupe en revue.

A tout seigneur tout honneur. L'ambassade d'Allemagne a pour chef le prince de Ratibor — grand nom et mince personnage — de qui la silhouette falote s'efface devant la personnalité robuste de l'attaché militaire, major von Kalle. Celui-ci est la véritable tête, et son autorité déborde sur le terrain diplomatique et militaire. Il ne s'en cache pas, et même, à l'occasion, il se pare de la bienveillance particulière et de la confiance dont Alphonse XIII l'honore. Afin d'exploiter cette situation, il demande à Berlin que Ratibor

soit tenu de lui fournir les indications voulues pour traiter avec fruit les questions susceptibles d'être abordées dans chaque entretien avec le roi.

Nous pouvons donc croire là-dessus le témoignage porté par l'ambassadeur d'Autriche à Madrid, prince de Fürstenberg. Au dire de ce dernier, la tête de l'ambassade d'Allemagne n'est pas Ratibor, mais l'attaché militaire, major von Kalle, qui a pu entretenir des rapports exceptionnels avec le roi, cela grâce à son incontestable valeur personnelle, grâce aussi à la faculté qu'il a eue, de soumettre à celui-ci, conformément aux instructions à lui données, les comptes-rendus sur la situation politique et militaire qu'il reçoit régulièrement du Grand Etat-Major.

« De fait — ajoute Fürstenberg — que, depuis le début de la guerre, Kalle a vu le roi presque chaque semaine, toutes les affaires politiques ont passé par son canal. Ce qui a induit les ministres espagnols, aussi bien que l'opinion publique, à voir en lui le véritable représentant des intérêts allemands. Cette anomalie s'explique pour qui sait que le prince de Ratibor souffre d'un asthme grave et a dû, au cours de ces dernières années, quitter la partie pendant plusieurs mois d'affilée. »

Sous la même plume nous retrouvons encore l'affirmation que notre personnage, noté comme intelligent mais petit esprit (*sic*), remarquable en tout cas par son activité, était devenu le conseiller indispensable et l'informateur habituel du roi, auprès duquel il se considérait comme l'arbitre de la politique espagnole.

Voilà pour l'attaché militaire. Quant au poste d'attaché naval, créé en septembre 1916, il eut pour titulaire primitif le capitaine de corvette von Krohn, précédemment « officier chef du Service des Etapes de la Marine (1) ». Si, par sa souplesse et son entregent, Kalle a su gagner la faveur d'Alphonse XIII, il semble, par contre, que le monarque n'ait jamais éprouvé de sympathie pour von Krohn, de qui le caractère cassant s'affirme autant dans ses rapports avec ses collègues que dans la façon dont il traite les rapports de son ressort, préconisant à l'ordinaire la manière forte et les méthodes d'intimidation. Il semble d'ailleurs que ce sentiment ait été réciproque, avec une méfiance non dissimulée du côté allemand. A propos d'une entrevue avec le roi, l'attaché naval déclare qu'il y a lieu de se montrer prudent dans le choix des informations à soumettre à Sa Majesté et de se garder d'en dire trop long. Il faudra surtout ne répondre que verbalement aux questions du roi et, si celui-ci exigeait des documents écrits, se contenter de les placer sous ses yeux.

La différence de tempérament entre les deux attachés éclate à propos de la guerre sous-marine sans restriction. Alors que Kalle, bon prophète, met Berlin en garde contre les dangers qu'elle présente, von Krohn déclare que le peu de succès obtenu par les sous-marins allemands est tenu en Espagne pour un

1. Service organisé dans les pays auprès desquels il n'y a pas d'attaché naval. Celui d'Espagne paraît avoir été monté en 1916 par von Krohn, avec le concours du lieutenant de vaisseau Steffan.

Il n'avait pas tort! Voir, sous l'ingratitude des conférences d'Alph. XIII à l'attaché militaire Steffan.

indice de faiblesse, et demande, notamment, qu'on continue à couler d'autres bateaux, « pour l'exemple » sur les côtes d'Espagne. Déjà auparavant il a recommandé le torpillage des navires espagnols transportant de la contrebande, notamment du *Serra*, coupable de naviguer sans sauf-conduit, et s'acharne à le signaler aux coups des sous-marins. Il voudrait voir au fond de l'eau les vapeurs chargés de minerai à destination de l'Angleterre, déclarant « absolument indispensable » de couler trois d'entre eux en partance de Bilbao.

C'est encore von Krohn qui, à propos de la demande de libération du sous-marin *UB-49*, interné à Cadix, estime qu'on n'y arrivera « qu'en se montrant ».

Pour s'être trop « montré », notamment à propos des explosifs de Carthagène, dont nous aurons à reparler, puis en favorisant l'évasion dudit sous-marin, il obtient qu'Alphonse XIII ne veuille plus le voir et demande son rappel. Il est remplacé au début de 1918 par l'enseigne de vaisseau Steffan. Sa disgrâce a exacerbé ses sentiments à l'égard de ses collègues, et les lettres qu'il adresse à son successeur contiennent des menaces non déguisées à l'adresse de l'ambassadeur et de l'attaché militaire (1).

Telles sont les têtes. Les bras sont représentés par les agents inférieurs, qui opèrent sur les ordres four-

1. Déjà, auparavant, von Krohn s'était plaint à l'Amirauté de ce qu'il considérait comme un empiètement de Kalle sur son domaine. Et, de son côté, ce dernier déclarait toute collaboration directe avec von Krohn extrêmement difficile.

nis et les instructions données (1). Pour connaître l'œuvre, nous allons l'étudier dans les cinq chapitres consacrés : à l'action politique, à la propagande, à l'espionnage, à l'action économique, enfin, à la partie la moins connue peut-être, mais la plus caractéristique : le service S (sabotages et destructions). Un dernier chapitre traitera du budget de l'entreprise. Ne faisant du roman ni de la polémique, mais de l'histoire, nous serons sobre de commentaires, entendant nous effacer devant les personnages en scène.

1. Il y avait parmi ces agents comme une hiérarchie. En tête venait le *Vertrauensmann* (homme de confiance), puis l'*Agentenschlepper* ou secrétaire, enfin le simple indicateur : *Beobachter*.

CHAPITRE PREMIER

L'ACTION POLITIQUE

Elle se définit d'un mot. Depuis le début de la guerre, l'Allemagne s'est ingérée dans les affaires intérieures de l'Espagne, cherchant à les diriger et à les exploiter.

Parmi les hommes politiques, le comte de Romanones a toujours été sa bête noire. Partisan de l'Entente et ami sincère de la France, cet homme d'Etat, dans toutes les circonstances de sa vie publique, a témoigné d'une élévation de caractère qui cadrerait mal avec les intrigues allemandes. Aussi, lorsqu'il prend le pouvoir en 1916, Ratibor, qui s'efforce de provoquer une manifestation « de grand style » en faveur de la neutralité, demande-t-il à Berlin l'autorisation de provoquer sa chute « par tous les moyens possibles ». De son côté Kalle croit au succès si l'ambassadeur reçoit immédiatement pleins pouvoirs pour essayer « par tous les moyens » de renverser le Cabinet.

Aussi la chute du premier ministre est-elle saluée avec joie et, ultérieurement, Ratibor a-t-il pour instructions de s'opposer à son retour au pouvoir, qui serait considéré comme une renonciation de l'Espagne à sa neutralité.

On ne désespère cependant pas de gagner l'adversaire au moyen des arguments qui ont réussi auprès d'autres : lorsqu'en novembre 1918, l'ex-président du Conseil accepte, dans le cabinet du marquis d'Alhucemas (Garcia Prieto), le portefeuille des Affaires étrangères, l'enseigne Steffan suggère d'influencer les hommes politiques espagnols comme Romanones, en les intéressant dans les affaires.

Proposition qui ne semble pas avoir eu de suite.

Pas plus que Romanones, Dato (1) n'est vu d'un bon œil. D'après Ratibor, il forme, avec Quiñonès de León, ambassadeur d'Espagne à Paris, le grand écuyer de la Cour, marquis de Viana, et d'autres, une camarilla qui travaille à amener le roi à la rupture avec l'Allemagne. Aussi l'ambassadeur est-il d'avis de mettre ces personnages en conflit avec l'élément germanophile et « d'attiser continuellement les dissentiments qui existent entre Maura (2) et le groupe Dato-Romanones ».

Cependant, si Maura a longtemps joui des sympathies de l'Allemagne, Ratibor, à propos de l'affaire du remplacement du tonnage espagnol coulé (3), constate avec regret qu'il n'est plus l'homme à la volonté forte de jadis. Il le voit complètement sous la dépendance

1 Edoardo Dato, président du Conseil en mai 1920, devait périr le 8 mars de l'année suivante assassiné, comme l'avaient été ses prédécesseurs, Canovas (1897) et Canalejas (1912).

2. Antonio Maura, chef du parti conservateur, avait pris en mars 1918 la direction d'un ministère dit national.

3. Il avait été question de saisir, en remplacement du tonnage espagnol coulé, les navires allemands internés dans les ports d'Espagne.

du ministre des Affaires étrangères (Dato) et du comte de Romanones.

En dehors du ministère, l'Allemagne cherche un appui dans les camps de l'opposition. Elle le trouve notamment chez les Carlistes. Envisageant en 1916 la possibilité d'une rupture avec l'Espagne, von Krohn croit pouvoir s'appuyer sur ce parti, dans le cas d'une déclaration de guerre. De son côté Kalle entretient des rapports avec les chefs carlistes qui, en vue de cette éventualité, disposeraient de 150.000 hommes. Ratibor est principalement en relations avec Llorenz. En 1917, il voit agréer par Berlin sa proposition de se servir des Carlistes pour tenter d'empêcher les expéditions de l'Amérique à la France, de transiter par l'Espagne.

Nous voyons encore le nom de Llorenz prononcé à propos de la question épineuse de la saisie, qu'un moment on a pu croire imminente, du tonnage allemand. Sans doute est-ce à lui et à ses partisans que pense Ratibor lorsque, l'affaire une fois réglée à la satisfaction de l'Allemagne, il constate que, s'il a réussi à obtenir que le gouvernement espagnol renonce à mettre à exécution les menaces formulées dans sa note à Berlin, c'est en partie grâce à l'attitude conciliante prise dans cette affaire par le gouvernement impérial, mais aussi grâce à ses amis politiques espagnols et plus particulièrement à ceux qui ont agi énergiquement pour déjouer les intrigues et amener un revirement en sa faveur.

Notons, en passant, qu'une scission s'est produite, au

sein du parti, entre germanophiles et ententophiles. Ratibor est avisé par Berlin « qu'on doit inviter formellement don Jaime à se conformer à l'opinion de la majorité et à désavouer les agissements de ses deux sœurs (1) », faute de quoi il sera déchu de son rôle de prétendant.

Pour atteindre ces objectifs, l'Allemagne ne pouvait se désintéresser des élections aux Cortès. Afin d'influencer « dans le bon sens » celles de 1917 elle met à la disposition de Ratibor un crédit qui, de un million de pesetas, est porté à cinq millions, et sur lequel il rend compte en mars 1918, avoir dépensé 1.044.694 pesetas.

Plus modestement, l'Autriche a consacré au même objet une somme de 100.000 pesetas, qu'elle n'a pas regrettée, s'il faut en croire son ambassadeur. De l'aveu du prince de Fürstenberg, le résultat des élections aux Cortès peut être tenu pour satisfaisant du point de vue autrichien. Les députés auxquels il s'est particulièrement intéressé ont tous été élus. Au nombre de cinq ou six, il voit en eux des amis sûrs et à sa disposition au cas où il deviendrait nécessaire d'agir.

En dehors des partis politiques, l'Allemagne a cherché un appui dans l'élément militaire, qui serait germanophile. C'est ainsi que Kalle « fonde de grands espoirs sur le parti des traîneurs de sabre » (*sic*)

1. Don Jaime, duc de Madrid, né en 1870, d'un premier mariage de don Carlos avec la princesse Marguerite de Bourbon-Parme et prétendant aux trônes d'Espagne et de France, avait quatre sœurs. Nous ne savons quelles étaient les deux en question.

parmi lesquels il veut intensifier sa propagande.

Son action s'est particulièrement exercée auprès des juntes d'officiers, dont l'attitude a paru suffisamment menaçante au gouvernement espagnol, pour qu'il veuille les dissoudre ou du moins les transformer. L'ambassadeur possède auprès d'elles un homme de confiance qui leur donne la consigne : mettre obstacle aux machinations de l'Entente, ainsi qu'à tout débarquement de troupes américaines au Portugal, débarquement auquel les officiers espagnols seraient décidés à s'opposer.

Lors de la chute, survenue en novembre 1918, du ministère Dato, Ratibor garda avec les juntes un contact plus étroit, car il considère qu'elles représentent un élément prépondérant dans la politique espagnole. Aussi le voyons-nous multiplier ses démarches au moment où il appréhende et combat la saisie du tonnage allemand.

Moins confiant que Ratibor dans l'efficacité de cette collaboration, Kalle ne laisse pas que d'admettre la possibilité de voir les juntes et leur presse combattre pour la cause allemande. Il doute toutefois que le gouvernement maintienne son attitude si les officiers, affaiblis par la désunion, ne parviennent à obtenir un changement de Cabinet.

L'incorrection du procédé qui consiste à user de l'hospitalité d'un pays pour y mettre en conflit l'armée et le gouvernement saute tellement aux yeux, que Berlin prodigue à Ratibor, à Kalle et à von Krohn les conseils de prudence et de réserve, entendant que le

risque d'une compromission de l'Ambassade soit absolument exclu; et, le jour où il croit voir un changement dans l'attitude du roi à l'égard de l'Allemagne, il craint que la cause n'en soit dans la connaissance qu'aurait eue Alphonse XIII, des relations de l'Ambassade avec les juntes.

Celles-ci, au reste, ne sont pas le seul levier entre les mains des représentants de l'Allemagne. Nous voyons von Krohn entretenir des intelligences avec l'association ouvrière en vue d'influencer les gens de mer espagnols et de fomenter une grève parmi les mineurs du Rio-Tinto.

La gravité de ce dernier acte ressort du fait que, le jour où le même von Krohn envisage la provocation à une nouvelle grève, provocation dont il estime le coût à environ un million de pesetas, Berlin, tout en reconnaissant la chose comme « très désirable », se dérobe devant la demande d'un ordre formel qui lui est adressée.

Ainsi apparaît sa politique : laisser travailler ses agents, mais ne pas s'engager à fond, afin de pouvoir les désavouer en cas d'insuccès.

Cependant, au moment de la déclaration de la guerre sous-marine, il est prescrit à von Krohn de ne reculer devant aucune dépense pour détourner les gens de mer, de s'embarquer dans la zone interdite; et l'Amirauté, qui lui donne des instructions en vue d'une campagne de presse à cet effet, déclare en assumer les frais. Elle approuve également le projet de l'attaché naval, de fomenter une grève parmi le personnel

de la T. S. F., de façon à empêcher les navires de prendre la mer. De son côté, Ratibor prépare un mouvement gréviste parmi les équipages.

Après ces faits, faut-il s'étonner de voir von Krohn prêter l'oreille à des ouvertures touchant un appui éventuel de l'Allemagne à une révolution militaire; et, après les journées révolutionnaires d'août 1917, Kalle constater « qu'elles ont été très favorables à l'Allemagne »?

Pour trouver quels ont été les instigateurs de ces troubles, il suffit donc de s'emparer de cet aveu. En tout cas il est piquant de voir Ratibor se targuer auprès de Berlin d'avoir répandu parmi le clan des amis de l'Allemagne, le bruit que la retraite de l'ambassadeur d'Angleterre à Madrid a été déterminée par sa participation aux troubles. Simple aveu de la tactique habituelle, qui consiste à prêter aux agents de l'Entente les pratiques coutumières à ceux de l'Allemagne, pratiques qui ne vont pas sans susciter les appréhensions de Berlin que nous avons déjà vues.

Pour en terminer là-dessus, notons que la forme, sinon le fond de l'action allemande dans la Péninsule a suivi, au long de la guerre, les vicissitudes de la fortune des armes. Belliqueuse et arrogante lorsque celles-ci sourient aux Empires Centraux, elle se fait, d'ordre supérieur, plus discrète et plus humble aux heures où la balance penche du côté des Alliés. Si bien que ses fluctuations pourraient servir de baromètre militaire et permettre de tracer le graphique des différentes oscillations de la victoire ou de la défaite.



En dehors de la péninsule, l'activité des représentants de l'Allemagne en terre espagnole a joué encore au Maroc, pour y organiser le soulèvement indigène de la zone française. Là, tout Allemand peut être considéré comme un agent dont la fonction est, notamment, de répandre des tracts rédigés en langue arabe et prêchant la révolte.

Nous connaissons les chefs de file. D'abord Hermann Bartels, déserteur de la Légion étrangère, conseiller et lieutenant de notre principal ennemi Abd-el-Malek. Mais l'entente entre les deux personnages n'est pas de longue durée. Brouillé avec Malek et travaillant désormais pour son propre compte, Bartels est remplacé en février 1918 par le docteur Kühnel — *alias*, pour les Espagnols, José Maury — pseudo-sujet colombien, à qui est ouvert un crédit de 500.000 pesetas pour lever une harka de 500 hommes. Nous ne parlons ni des comparses ni des personnages officiels, comme le docteur Zechlin, consul à Tétouan, jugé indésirable par les autorités espagnoles, qui exigèrent son rappel.

Ces agents servent d'intermédiaires entre Madrid, généralement l'attaché militaire, et les chefs arabes pensionnés par l'Allemagne : Malek, qui touche régulièrement une mensualité de 300.000 pesetas; le prétendant honoraire El Hibba qui, pour n'être pas à la solde mensuelle, n'en reçoit pas moins, en juillet 1917, pour neutraliser les négociations avec la France,

un subside de un million. Même prébende est allouée à Raisouli, ancien brigand devenu chérif par la grâce d'Allah et de Moulay Hafid, et qui mange aux deux rateliers, allemand et espagnol. Devant les prétentions croissantes de ces alliés, von Krohn doit constater en 1917, que « le prix de l'Islam a augmenté ».

Il n'est pas jusqu'à l'ex-sultan Moulay-Hafid qui, réfugié en Espagne après son abdication, ne semble participer au bienfait allemand, réclamant 75.000 pesetas par mois pour l'entretien d'une fidélité qui cessera si l'allocation reste inférieure à 50.000 pesetas. Estimant le retour au Maroc de l'ancien monarque indispensable pour provoquer un soulèvement général contre la France, Kalle a, dès 1915, projeté de l'y faire transporter par la voie des mers : sous-marin, ou par la voie des airs : avion. Fût-ce dérochage de l'intéressé? Fût-ce timidité de la part de l'Allemagne? Toujours est-il que l'affaire n'eut pas de suites.

C'est à l'instigation de Ratibor qu'en 1916 l'ancien maître du Maroc doit de n'être pas expulsé d'Espagne, où sa personne est jugée encombrante, mais simplement relégué à l'Escorial, où il est représenté comme supportant avec une patience méritoire la surveillance « exagérément sévère » dont il est l'objet.

Le motif de la bienveillance de l'Allemagne à l'égard de son protégé nous est donné par Ratibor lui-même : « Si on lui laisse croire qu'on ne s'intéresse pas à lui, il pourra devenir gênant. » Pour le surplus, Berlin décline l'honneur de recevoir sa visite et n'envisage

même pas de le reconnaître comme sultan, ce qui n'empêche Moulay-Hafid d'envoyer ultérieurement ses vœux à Guillaume II par une lettre « écrite en allemand ».

Après la signature de l'Armistice, croyant savoir que son protégé cherche à se rapprocher de la France, et constatant que ses prétentions augmentent de jour en jour, Ratibor propose de lui couper les vivres. Berlin lui prescrit de continuer les subsides jusqu'à la signature de la paix.

Autant que de l'argent, les clients de l'Allemagne au Maroc veulent « de la poudre et des balles ». C'est pour ravitailler le prétendant El Hibba qu'en décembre 1916 une expédition est organisée. Le chef en est un certain capitaine Prœbster qui, accompagné du sous-officier Frühbeiss et d'un officier turc, le capitaine Hairy Bey, débarque en sous-marin sur le littoral du Sous, à l'embouchure de l'oued Drah, limite entre la zone française de l'Empire chérifien et l'enclave espagnole du Rio de Oro. Coup manqué. La chaloupe qui sert au débarquement chavire; le matériel s'en va vers le fond; appréhendés par les indigènes, Prœbster et ses compagnons sont remis aux autorités espagnoles. Celles-ci les expédient aux Açores, où leur odyssée finit par l'internement.

Comme El Hibba, Raisouli compte sur la collaboration de l'Allemagne. En 1918, celle-ci lui fait savoir qu'on ne peut lui envoyer, pour le moment, les fusils, les canons et les munitions qu'il demande pour aller

combattre dans la zone française, mais qu'on profitera de toute occasion favorable.

Est-ce une telle occasion qu'ont voulu saisir trois Allemands qui, de Barcelone, se rendaient au Maroc par Algésiras? Toujours est-il qu'ils furent arrêtés dans ce dernier port, avec les armes et les munitions auxquelles ils s'apprêtaient à faire passer le détroit.

La signature de l'Armistice, coïncidant avec le retour au pouvoir du comte de Romanones, est le signal de l'effondrement de l'œuvre politique allemande au Maroc. Bartels, tombé entre les mains des Espagnols, est interné avec ses légionnaires et un certain nombre d'Arabes à Mèlilla, pour être transféré à Grenade, d'où il s'évadera. Six autres de ses compatriotes vont être embarqués pour l'Espagne. Dans ces faits Ratibor voit avec mélancolie le prélude de l'expulsion complète des Allemands, de la zone espagnole du Maroc.

Déjà, d'ailleurs, la plupart de ceux-ci ont l'intention de réaliser leurs biens ou de commencer à les évacuer et sont décidés à quitter un pays dans lequel ils sont exposés, sans protection aucune, à toutes les intrigues ennemies.

Pauvres gens!

Abandonné d'une partie de sa harka, sans munitions et sans ressources, le fidèle allié Malek songe à se réfugier en territoire espagnol. Kalle lui fait tenir un dernier loyer de 200.000 pesetas, destiné à licencier ce qui lui reste de troupes. Ceci fait, et ne pouvant plus lui fournir ni aide ni conseil, il l'abandonne à son malheureux sort.

Ainsi Kalle a-t-il désormais pour consigne de faire cesser toute entreprise, de rappeler ses agents et d'arrêter les frais.

Les événements ont donc donné un cruel démenti aux prévisions optimistes de von Krohn qui, en 1915, saluait les « bonnes chances » de l'entreprise.

Veut-on savoir ce qu'il en a coûté à l'Allemagne pour la réalisation de ces chances? En une période de deux mois, du 17 mai au 15 juin 1918, elle a déboursé la somme coquette de 1.329.000 pesetas, dont les événements ont fait un placement à fonds perdus.

C'est d'Espagne encore que rayonne l'activité allemande dans les pays d'Europe et d'outre-mer.

D'abord, au Portugal, où Kalle s'appuie sur les monarchistes pour maintenir le pays dans un état de fièvre endémique et l'empêcher de soutenir efficacement l'Entente. Il se targue de soutenir le Président Paes (1), qu'il représente comme foncièrement hostile à l'Angleterre. La tâche des agents allemands sera de fomenter des troubles qui, à n'en pas douter, empêcheront l'envoi en France des renforts portugais.

Sur ce point encore, Kalle, nous le savons, s'est montré mauvais prophète. Quant au double jeu mené par Berlin, il ressort de la recommandation faite à l'attaché militaire, de ne pas prendre d'engagement avec les monarchistes, ceci afin que l'Allemagne ait la possibilité, à la conclusion de la paix, d'acquérir une partie des colonies portugaises.

1. Assassiné à Lisbonne en 1918, l'année même de son élection.

En Irlande, nous voyons le mouvement Sinn-Feiner, encouragé et alimenté par l'argent allemand, conformément au programme tracé à Kalle en 1917 : soutenir les Sinn-Feiners, leur fournir des armes et des munitions en vue d'un soulèvement contre l'Angleterre. Il importe principalement de déterminer l'endroit où le débarquement pourra être effectué en toute sécurité (1).

D'Europe, passons au Nouveau Monde (2). C'est encore de Madrid que reçoivent non pas des ordres, car ils opèrent avec une large initiative, mais des instructions et des directives générales, les agents qui travaillent dans les deux Amériques et étiquetés « homme de confiance », sans parler des sous-ordres recrutés sur place parmi les indigènes. A la vérité, ces personnages sont principalement des agents de sabotages et de destructions, chargés d'incendier des usines et des entrepôts, de saborder des navires au moyen de machines infernales, d'empoisonner le bétail à destination des navires de l'Entente, et leur rôle dans ce domaine sera examiné dans un autre chapitre.

Cependant, leur activité ne laisse pas que de s'exercer sur le terrain politique. Aux Etats-Unis, d'où

1. Rappelons ici l'échec de la tentative de sir Roger Casement qui, débarqué en avril 1916 par un sous-marin allemand sur la côte irlandaise, dans la baie de Tralee, fut arrêté grâce à un accident d'automobile et fusillé avec quinze autres des chefs de l'insurrection.

2. Les coups dirigés contre la France seront étudiés plus loin aux chapitres consacrés à la propagande et au Service de Destructions.

l'agence allemande émigrera, lors de la déclaration de guerre, pour rejoindre les organisations du Mexique et de l'Argentine, il y a lieu, déclare Kalle, sur la foi d'un rapport d'agent, de s'appuyer sur les socialistes, à l'exclusion des autres partis « peut-être en se servant des bolchevistes russes ». En Californie, l'on cherchera à provoquer des frictions entre l'Amérique et le Japon.

Le Mexique est le fief d'un des « hommes de confiance » ci-dessus visés, l'agent Delmar, qui, pendant plusieurs années, n'a cessé de demander à Berlin, par l'intermédiaire de Kalle, d'envoyer au Président Carranza des armes, des munitions et de l'argent en vue d'une lutte contre ses adversaires politiques, notamment le général Diaz; puis contre les Etats-Unis, gourmandant les lenteurs de l'Etat-Major aussi bien que des Affaires étrangères à répondre à ses appels. Il est question d'un prêt de cent millions, dont le chiffre tombe à vingt, puis à dix millions. En avril 1918 il est question d'une alliance entre l'Allemagne et le Mexique, au cas où cette puissance serait attaquée par les Etats-Unis. A cet effet, on organisera le plus rapidement possible une base de sous-marins dans les eaux mexicaines.

Puis, comme les événements n'évoluent pas dans le sens de ses désirs, le même Delmar, veut, en juillet de la même année, « sacrifier le Mexique et le jeter dans une guerre contre les Etats-Unis ». Ce projet ambitieux est repoussé par Berlin qui, plus calme, estime que le Mexique ne pourrait certainement pas,

en cas de guerre avec les Etats-Unis, opposer à ceux-ci une résistance durable ni procurer au front occidental de l'Allemagne un soulagement qui vaille la peine d'être mentionné. Bientôt, il n'est même plus question d'aide financière; les dix millions envoyés en dernier lieu s'évanouissent. En dépit du cri d'alarme poussé par Ratibor, l'Allemagne renonce à se servir du Mexique. Son ministre à Mexico se bornera désormais à faire de la propagande pour la neutralité.

Si nous descendons en Amérique du Sud nous rencontrons en Argentine un autre émissaire, de qui la spécialité, nous le verrons, est d'empoisonner les mulets destinés à l'armée anglaise, avec les bouillons de culture préparés par son collègue le docteur Gehrman. Il doit encore entrer en relations avec les Sinn-Feiners d'Irlande, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Amérique du Nord. En outre de ses mensualités — près de 10.000 pesetas —, l'Etat-Major lui alloue, en 1918, une somme de 10.000 pesos, pour appuyer une manifestation projetée par les élèves des Ecoles supérieures argentines « dans le sens du discours du chancelier au sujet des îles Malouines ».

De son côté, Ratibor a dû entrer en relations, à Madrid, avec un personnage politique argentin et lui verser une somme de 35.000 pesetas à l'effet de fonder une revue, favorable bien entendu aux intérêts allemands.

Enfin, Kalle transmet à Berlin une proposition ten-

dant à faire rentrer la Colombie dans la compétence territoriale de l'opérateur au Mexique.

En lisant la correspondance ci-dessus, on est frappé du fait que, si Berlin laisse à ses agents de l'étranger une grande latitude pour leurs entreprises de destruction, il les contrôle, au contraire, étroitement sur le terrain politique, bridant leurs écarts d'imagination et les rappelant au sens des réalités. Ainsi avons-nous vu l'Etat-Major se refuser à suivre son agent au Mexique dans la voie où il voulait l'engager. Ainsi encore fait-il la sourde oreille à la proposition du général Joubert, l'ancien partisan de la guerre du Transvaal, qui lui est transmise par Kalle, d'une tentative de révolte simultanée en Afrique du Sud et aux Indes. Et, plus tard, si les Affaires étrangères prescrivent à Ratibor de garder le contact avec le chef boër Maritz, du moins, n'accueillent-elles que d'une façon très évasive ses offres de services en vue de fomenter un soulèvement contre l'Angleterre.

Un autre agent, le docteur Gehrman, obtient encore moins de succès avec son plan relatif à l'Extrême-Orient : aux Indes, insurrection générale; en Chine, mouvement séparatiste du Yunnan; au Japon, provocation à la rupture avec l'Angleterre. Pour l'exécution de ce programme il demande la bagatelle de vingt millions, que Berlin s'empresse de lui refuser, notamment pour les Indes, où il y a lieu de s'en tenir à la propagande pro-allemande, à encourager la formation d'une Confédération des Etats hindous et à entraver

la livraison du matériel de guerre à l'Angleterre. Rien à faire en Chine. Quant aux Japonais, il leur est parfaitement loisible d'agir, sans qu'il en coûte rien à l'Allemagne.

Semblable réponse est faite à la proposition émise par l'agent Arnold, en 1918, d'envoyer une équipe en Chine : l'Etat-Major n'en attend aucun résultat. Il se montre enfin très réservé sur l'opportunité d'une mission à confier à un officier turc, Aziz-Ali, auprès des tribus du Hedjaz.

Somme toute, politique prudente et réaliste, qui répudie le prêt à la grosse aventure, pour ne placer ces capitaux que dans des entreprises d'un rendement d'apparence sûre et d'un contrôle facile, sur un terrain connu : Europe Occidentale et Afrique du Nord.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DE PROPAGANDE

I

Nous sommes peu documentés sur la propagande allemande du début de la guerre. Nous savons seulement qu'elle dépendait d'un service spécial de l'Ambassade d'Allemagne à Madrid, service auquel l'attaché militaire collaborait par des articles de sa compétence « dans la mesure du possible ». Cette dernière constatation n'est pas faite pour nous surprendre, sachant les rapports de l'Ambassade avec l'armée, avec la presse militaire, spécialement avec la *Correspondancia militar* de Madrid.

Dès 1915, nous voyons Kalle, toujours à l'affût de ce qui peut élargir le cercle de ses attributions, signaler à Berlin, qu'en présence de l'activité des agents de l'Entente, il devient urgent de mettre en jeu d'importants moyens de contre-propagande. Cependant, ce n'est qu'en 1917, et sur de nouvelles instances, que l'Etat-Major et l'Amirauté se mettent d'accord pour rattacher la propagande à la Section du contre-espionnage et pour en confier la direction à Kalle, en lui

adjoignant le docteur Zechlin, ancien consul d'Allemagne à Tetouan, que nous savons avoir été rappelé, à la demande de l'Espagne, en raison de ses intrigues.

Toutefois, l'autonomie du nouveau service n'est pas entière. Il semble que la Wilhelmstrasse n'y ait consenti qu'à regret. En avisant Ratibor du changement, elle spécifie que l'attaché militaire devra garder le contact très étroit avec l'Ambassade, tant en se mettant au préalable d'accord avec l'ambassadeur sur la conduite à tenir, qu'en l'informant des affaires courantes et en sollicitant, pour tous les cas d'importance, son approbation préalable. Quelques mois plus tard, un conflit d'attribution s'étant élevé entre Ratibor et Kalle, l'on en revient à l'ancien régime : la propagande, (dans la mesure où elle est indépendante de l'espionnage allemand) sera du ressort de l'ambassadeur.

Au demeurant, et conformément à la pratique qui veut que la trésorerie soit à l'Ambassade, Ratibor n'a jamais cessé de tenir les cordons de la bourse : le jour où Kalle demande un crédit de 25.000 pesetas, l'Etat-Major lui répond que l'ambassadeur va être invité par les Affaires étrangères à lui en faire le versement.

Sont-ce ces tiraillements et cette fausse situation qui indisposent Kalle? Toujours est-il que c'est à sa demande qu'en 1918 Berlin le décharge définitivement et sans restriction et du service de propagande et du contre-espionnage, lesquels font retour à l'ambassadeur, sous la condition toutefois que ce dernier dispose

du matériel nécessaire et que l'attaché militaire le guide de son avis.

Voici sur quelles bases le service est alors reconstitué :

L'ambassadeur a créé à Madrid un service central sous la direction du docteur Zechlin. Ce service est chargé de travailler toute la presse espagnole sous la direction de l'ambassadeur. Ce nouveau service a établi des relations directes avec les diverses régions de l'Espagne. Les postes établis qui fonctionnent déjà sont : Barcelone pour la Catalogne; Valence pour les provinces de Valence et Murcie; Séville pour l'Andalousie; cela, en outre des services existant déjà à Barcelone et à Madrid.

Les agents opèrent en écrivant des articles dans les journaux ou en achetant les journalistes. Le docteur Zechlin étant à la tête du service central à Madrid, la direction du service de propagande et de presse à Barcelone a été confiée au docteur K... du gouvernement royal bavarois.

Donc, et pour nous résumer, ont été, pendant la guerre, successivement grands maîtres de la propagande : Ratibor, puis, en 1917, Kalle, puis, derechef, Ratibor.

Quant à l'attaché naval, nous verrons son rôle limité aux rapports avec les gens de mer.

Après l'Armistice, nouvelle transformation, en vue d'adapter le service aux besoins de la paix future. Ratibor crée à cet effet un bureau central, susceptible de poursuivre, avec des employés recrutés sur place,

l'œuvre commencée pendant la guerre. Il lui est toutefois recommandé, en raison des difficultés financières de l'heure, de s'en tenir aux objets les plus nécessaires et de limiter les dépenses au strict minimum.

Connaissant l'organisme, voyons-le au travail.

II

Généralement parlant, on peut dire que la propagande allemande s'est exercée, tant en Europe qu'en France, dans le sens de la « paix allemande », en s'adressant aux milieux jugés aptes à être influencés et en cherchant à créer une atmosphère favorable aux prétentions de l'Allemagne, ceci surtout à dater de 1918.

Là encore, nous constatons la volonté, marquée par Berlin, de ne pas se compromettre et de maintenir chacun de ses agents dans le cercle de ses attributions. A une offre de Steffan, d'instaurer en France ainsi qu'en Russie une propagande pacifiste par l'intermédiaire des anarchistes russes qui se répandent en France et en Espagne, l'Amirauté répond : « Voyez avec l'ambassadeur, la propagande pour la paix étant du ressort des Affaires étrangères. »

Par contre, l'État-Major prescrit à Kalle d'exploiter la lassitude croissante de la guerre qui se manifeste en France en faisant de la propagande pacifiste : 1° par l'envoi comme ouvriers dans les usines françaises « d'individus appropriés » ; 2° par des tracts ;

3° par l'intermédiaire de l'élément révolutionnaire. Pour la réalisation de ce plan, il ouvre un crédit de 25.000 pesetas à l'attaché militaire. Celui-ci rend compte que la propagande pour la paix, dont les centres principaux sont Paris, Lyon, Marseille, gagne du terrain.

En 1918, c'est encore Kalle qui fait accepter en partie par Berlin une proposition tendant à utiliser le matériel « assez bon » dont il dispose en France pour y faire répandre des bruits calomnieux par un agent particulièrement qualifié. Celui-ci, d'abord employé dans les Balkans, où il semble que sa fidélité ait été suspectée, puis attaché au bureau militaire de Barcelone (1) y rend d'excellents services, surtout en faisant de la propagande, et travaille avec succès en France à cette même besogne.

C'est encore Kalle qui, répondant à des instructions reçues de Berlin, rend compte qu'on fait d'une façon permanente et, semble-t-il, avec succès, des tentatives en vue d'utiliser comme propagandistes les ouvriers espagnols que se rendent en France.

L'armistice du 11 novembre n'a pas mis fin à la campagne qui, cette fois, vise à en atténuer les rigueurs. Quelques jours à peine se sont écoulés, que Steffan se déclare en mesure d'obtenir que les groupements ouvriers appartenant aux industries maritimes espagnoles organisent des réunions en faveur

1. Le centre allemand de Barcelone a été, durant la guerre, le plus important de l'Espagne, tant pour la propagande que pour l'espionnage, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant.

de la population maritime allemande : on protestera contre le blocus exercé par les Alliés; on enverra aux groupements ouvriers de tous les pays des manifestes proclamant que les conditions de l'armistice condamnent l'Allemagne à la famine, et que l'Allemagne ne doit pas être chassée des mers.

De son côté, Kalle soumet un plan de campagne fourni par l'agent ci-dessus et tendant à faire imprimer à Barcelone une feuille bolcheviste, qui serait répandue à travers la Péninsule. On enverrait encore les bolcheviks russes, français et espagnols disponibles à Barcelone. On ferait enfin parvenir des tracts révolutionnaires en France.

En formulant ces propositions alléchantes, Kalle doit ajouter qu'il ne peut, naturellement, pas garantir qu'une pareille entreprise n'aura pas de répercussion sur les rapports de l'Allemagne avec l'Espagne.

Puis vint l'événement si longtemps appréhendé par Berlin. Un des premiers actes du Cabinet Romanones (1) est de demander le rappel de Ratibor, de Kalle et de Steffan, que Fürstenberg — de qui le témoignage n'est pas suspect — désigne, en rapportant la nouvelle, comme s'étant le plus compromis par leur propagande et par le service de presse qu'ils entretenaient en Espagne. Ils n'ont cependant pas été les seuls, de l'aveu même de Ratibor, qui craint de voir son sort partagé par les consuls allemands, en raison de l'activité qu'ils ont déployée à son service.

1. Arrivé au pouvoir le 5 décembre 1918.

Cependant Steffan, opiniâtre, voudrait continuer la lutte. Il rend compte que, comme fruit de sa propagande pacifiste, les 450.000 membres de la Fédération nationale des ouvriers maritimes espagnols ont envoyé aux socialistes un télégramme destiné à être transmis aux groupements allemands et promettant leur concours afin d'obtenir que la plus grande partie de la flotte de commerce de l'Allemagne lui soit conservée. Il propose également une campagne auprès des socialistes français et espagnols, campagne pour laquelle il demande 500.000 pesetas.

La réponse de Berlin ne se fait pas attendre :

« 1° L'activité de l'attaché naval doit se limiter aux questions qui concernent directement la Marine ;

« 2° Les ressources financières de celle-ci ne sont pas destinées à être employées à la propagande pacifiste. »

Avant de quitter son poste, Ratibor, d'accord avec Berlin, maintient Zechlin à la tête des services de propagande, avec un crédit de 30.000 pesetas.

III

Nous avons parlé de service de presse, d'envoi en France de brochures et de tracts. C'est qu'en effet, l'imprimerie s'est faite l'auxiliaire active de la propagande allemande, auxiliaire d'autant plus indispensable que, d'après Ratibor, aucun journal allemand, durant la guerre, n'est arrivé à Madrid.

Pour la campagne de presse, l'Ambassade a pratiqué deux moyens distincts : création ou achat de journaux; publication dans des feuilles amies d'articles tout faits, télégraphiés de Berlin.

En 1916, Ratibor mande à Berlin que la campagne pour la neutralité continue; plus de trois mille comités locaux ont été jusqu'à présent constitués. La continuation de la campagne étant absolument nécessaire et le *Debate* refusant de la poursuivre énergiquement, il a donné son assentiment à Polavieja pour la fondation d'une nouvelle revue, qui paraîtra sous le nom de *Nacion* et qui, pourrait-il ajouter, est également à la solde de l'Autriche. Ultérieurement, nous verrons cette revue alimentée notamment par les articles envoyés de Berlin par un certain Rodino, puis par Aseijo.

En 1917, l'ambassadeur peut encore parler de « notre journal français », *La Vérité*, de Barcelone, dont le directeur s'est vu arrêté en France, non loin de la frontière.

Sans être propriété allemande, un autre journal, la *Correspondencia de España*, est subventionné jusqu'en juin 1916, et l'Allemagne n'est pas étrangère à la création du journal neutraliste *El Dia*.

Il est une autre feuille que l'Allemagne aurait aussi voulu subventionner; une publication qui eût été dirigée vers ses buts par un publiciste français, traître à son pays, et réfugié en Espagne.

Le 26 janvier 1917, Ratibor faisait savoir à Berlin que l'écrivain Gaston Routier s'offrait à lui par un

intermédiaire espagnol. Il proposait, contre remboursement de ses frais, de publier un journal pacifiste rédigé en français et d'en faire parvenir les exemplaires en France, où il pourrait exercer une grosse influence. On demandait si l'offre était intéressante.

L'offre fut jugée si intéressante, que Berlin accepta immédiatement les conditions posées par Routier : 9.000 pesetas par mois, et prescrivit à Ratibor de le prendre à l'essai pendant une période de six mois.

L'affaire en est restée là. Au dernier moment, Routier recula, invoquant, pour justifier sa décision, qu'il avait été menacé de mort et qu'il serait livré à la France si le journal venait à paraître. A la suite de cette dérobade, Berlin montre une vive préoccupation de rentrer dans le premier versement fait à son collaborateur manqué. Plus tard, le nom de Routier revendra à propos de la publication d'un pamphlet « amicalement pacifiste » inspiré par l'ambassadeur d'Autriche, et auquel il intéresse son collègue d'Allemagne à concurrence de 3.000 pesetas.

Si la presse germanophile reçoit une inspiration de Madrid, c'est de Berlin que lui viennent son information et sa copie. Le service officiel de Nauen est reçu par Carabauchel ou Aranjuez, à raison de mille mots par jour au début puis, en 1918, de trois mille mots. Il est contrôlé par l'ambassadeur, qui propose de veiller à ce que, dans les communications radio-télégraphiques, la presse allemande pousse la presse espagnole qui lui est favorable et qui avait été retenue

jusqu'ici, à dévoiler énergiquement la situation créée par l'espionnage de l'Entente et à sommer le gouvernement de prendre des mesures.

C'est encore de Berlin que, par l'intermédiaire de Nauen et de l'Ambassade, Rodino envoie ses chroniques au *Vanguardia* et que l'A. B. C. reçoit régulièrement la prose de ses correspondants Bueno et Azpeitua. Bien qu'inquiet un moment de « l'hétérodoxie » de ce dernier, Ratibor, par crainte de la censure, propose de diffuser ses articles sous forme de tracts. Quant au *Debate*, revenu, semble-t-il, de ses scrupules antérieurs, nous le voyons, dès 1917, demander l'envoi d'articles aussi fréquents que possible.

Il est vraisemblable qu'à cette époque les chroniqueurs susnommés ne donnaient pas toute satisfaction, car Ratibor constate avec regret que toutes les tentatives pour envoyer de meilleurs journalistes en Allemagne échouent à cause des « chicaneries françaises ». En même temps qu'il s'indigne de voir les écrits de propagande allemande remis à Malmœ, en Suède, interceptés par les Français, qui se servent des enveloppes pour réexpédier à la place des pamphlets contre l'Allemagne!

Inversement, c'est de Madrid que partent, à dater de septembre 1916, les informations de source espagnole envoyées à Berlin par Breuer. Il est à présumer que la censure dont se plaint Ratibor à leur égard n'est cependant pas trop gênante, puisque, en juin 1918, il annonce aux Affaires étrangères que Breuer enverra désormais d'une façon régulière des articles

inspirés par l'Ambassade sur l'espionnage ennemi.

Il semble que l'année 1918 ait marqué un stade dans la fortune de la propagande de presse en Espagne. D'une part, elle doit se faire prudente, du fait de la nouvelle loi sur l'espionnage, promulguée en juillet, et c'est pourquoi, d'ordre de Berlin, elle s'exercera désormais sous le couvert de l'anonymat. Mais en même temps, et malgré la pénurie, signalée cette fois par les Affaires étrangères, de correspondants à la hauteur de la tâche, il lui faut devenir plus active, pour répondre à l'effort plus grand de l'ennemi, et cette activité, couronnée de succès, ne laisse pas que de devenir particulièrement coûteuse, en raison de la nécessité « de s'attacher complètement la presse demeurée fidèle. »

Aussi bien, cette nécessité résulte-t-elle des circonstances. Les torpillages répétés de bateaux espagnols, la menace qui s'en est suivie de la saisie des navires allemands, ont altéré les rapports entre Madrid et Berlin, et le besoin de travailler l'opinion publique se fait d'autant plus vivement sentir qu'à partir de juillet elle est impressionnée par les succès des armes de l'Entente, précurseurs de la victoire finale. Au moment où Berlin lui prescrit de faire présenter par la presse espagnole le traité signé à Brest-Litovsk avec la Russie, sous les couleurs les plus favorables, Rati-bor déclare qu'en face des événements, son service de presse s'efforce de rétablir une situation favorable, mais que, par suite des agissements de l'adversaire et

des moyens dont il dispose, ainsi que par suite de la partialité du gouvernement espagnol, on ne peut espérer que peu de succès.

Cependant il ne renonce pas à la lutte et demande que les chroniques de Bueno à l'A. B. C. deviennent journalières. Au désir qu'il exprime, que « l'on trouve à Berlin des journalistes français pacifistes qui pourraient radio-télégraphier en français et régulièrement au *Debate* », les Affaires étrangères répondent qu'il sera fait à ce journal un service d'articles de propagande pacifiste au moins une fois par mois; et, de leur côté, elles demandent à l'ambassadeur de provoquer des articles composés par les correspondants de Wolf à Cadix ou dans d'autres villes. Elles recommandent d'insister pour l'accélération de la fin de la guerre, « dans l'intérêt de toutes les nations. »

Lier l'univers au char allemand, nous voyons apparaître déjà toute la tactique de l'après-guerre.

Concurremment avec la presse, le livre et l'image, nous avons vu Kalle et Steffan parler de tracts pacifistes et bolchevistes à distribuer en France. Déjà, en juin 1917, au témoignage de l'attaché militaire, des pamphlets de formes variées doivent y être envoyés par diverses voies. Il passe constamment à Barcelone des politiciens, journalistes, correspondants, etc., allant en France ou en revenant, avec lesquels on peut entrer en contact, et qu'il sera possible de s'attacher.

On peut, semble-t-il, trouver là l'origine des brochures défaitistes qui furent saisies en 1917 jusque parmi les troupes du front. Toujours prudente, l'Amirauté recommande à Steffan de publier ses libelles de façon qu'on puisse les prendre pour une protestation espagnole contre les excitations de l'Entente à la guerre contre l'Allemagne.

Autant que la feuille volante et la brochure, l'ouvrage de fonds doit travailler pour l'Allemagne auprès des neutres.

C'est dans ce but que Berlin autorise ou prescrit la traduction et la diffusion de certaines œuvres d'officiers de marine : *L'Allemagne et la guerre mondiale*, *La guerre sous-marine*, et encore : *Avec le U-39 dans la Méditerranée*, ouvrage du lieutenant de vaisseau Forstmann.

Comme réplique à la publication des *Mémoires* du prince Lichnovski, l'ambassadeur a l'intention de faire imprimer la traduction de *L'Histoire de la guerre*, de Stegemann, à plusieurs milliers d'exemplaires, pour les faire répandre en Espagne et dans l'Amérique latine, et les Affaires étrangères lui envoient les éléments propres à « réduire à néant » la propagande ennemie qui s'exerce autour de cette affaire.

Elles veulent encore faire usage du matériel, « très compromettant pour l'Entente », que l'on possède à Madrid, pour mener une contre-offensive par les mots et par l'image.

L'idée n'en n'est d'ailleurs pas nouvelle. Dès 1916, l'ambassadeur demande qu'on lui envoie à cet effet

le plus grand nombre possible de photographies destinées à la propagande, par exemple des portraits de l'empereur Guillaume, avec sa signature imprimée, etc. Puis, en 1918, il prie que l'on invite le service d'informations de Francfort-sur-le-Mein ainsi que le *Transocéan* de Berlin, à commencer des envois réguliers en Espagne de documents destinés à la propagande, en particulier des feuilles illustrées de la *Guerre en images* et des photographies.

Le cinéma constitue également une arme qui ne saurait être négligée. En 1917 l'Amirauté fait tenir à von Krohn des films spéciaux, en lui recommandant « de les présenter immédiatement et tout d'abord au roi d'Espagne, puis de les produire ensuite par l'entremise de Rantzenberg, à Madrid, et de Hofer à Barcelone. »

Notre inspection du terrain de la propagande serait incomplète si nous omettions, parmi les moyens de réclame mis en œuvre en Espagne, certaines largesses qui ne furent pas charité pure. Ainsi, en 1917, l'ambassadeur transmet, en l'appuyant chaudement, la suggestion du consul d'Allemagne à Valence, de distribuer de grosses sommes d'argent à la population de la région des oranges, qui est plongée dans la misère. Cette initiative, déjà prise en 1916, constituerait le moyen de propagande le plus efficace. Il voudrait employer à cette fin une somme de 50.000 pesetas pour commencer.

Les Affaires étrangères accueillent favorablement

cette requête et, peu après, mettent une somme de 850.000 pesetas à la disposition de Ratibor qui, en outre, est invité, s'il le juge utile pour la politique allemande, à faire distribuer parmi les nécessiteux, par le consul de Santa Cruz, une somme pouvant aller jusqu'à 50.000 pesetas.

Cette générosité, d'apparence excessive, s'explique quand on songe que la misère espagnole avait une cause allemande : le ralentissement, voire l'arrêt de l'exportation des fruits, conséquence de la guerre sous-marine. C'est, en réalité pour apaiser les populations privées, par son fait, de leur gagne-pain, que l'Allemagne leur jette cet os à ronger.

Enregistrons enfin, toujours dans le même ordre d'idées, la suggestion d'un agent turc transmise par Kalle : il y a en Turquie environ 8.000 Marocains, dont quelques milliers consentiraient facilement à s'enrôler dans l'armée turque et dans l'armée allemande. Ces derniers seraient utilisés pour faire de la propagande dans les camps de prisonniers auprès des indigènes, lesquels, dûment endoctrinés, seraient remis en liberté.

On voit par ce trait que les romanciers d'après-guerre qui ont exploité ce moyen, n'ont rien inventé.

Résumons. Intrigues et manœuvres de toutes sortes, campagnes de presse, diffusion de pamphlets et de libelles, emploi de l'image et du cinéma, œuvres soi-disant de bienfaisance : aucune arme, aucune tactique n'a été négligée par les agents de l'Allemagne dans le

combat qu'ils menaient. On ne peut donc que reproduire sans commentaire la déclaration de Dato, rapportée par Ratibor : « Si l'on compare l'activité considérable de la propagande allemande en Espagne à celle de l'Entente, cette dernière paraît bien modeste. »

IV

Pour avoir son siège en Espagne, cette propagande, non plus que l'action politique, ne s'y est cantonnée.

Au Portugal, Kalle nous apprend que la campagne anti-anglaise, qui n'est nullement entravée par le gouvernement, donne de bons résultats, et nous voyons deux journaux, le *Capital*, organe démocrate et porte-voix du président Machado (1), se mettre, avec la *Vanguardia*, à la dévotion de Ratibor. Nous savons encore par ce dernier que l'action allemande aux Canaries s'est trouvée aux prises avec la question du papier.

Aux Etats-Unis, où les difficultés se sont considérablement accrues depuis 1916, du fait du revirement complet de l'opinion publique, Arnold compte employer les 100.000 marks qui lui sont alloués par Berlin, notamment, à faire de la propagande pacifiste. L'Amirauté, de son côté, se préoccupe de la publicité à donner, au Mexique, aux informations de Nauen.

L'Amérique latine n'est pas délaissée. Au désir

1. Premier ministre en 1914, Bernardino Machado a été, pendant la guerre, président de la République portugaise de 1915 à 1917.

exprimé par Berlin, qu'il soit fait régulièrement un service de 1.000 mots aux missions de Buenos-Ayres, Montevideo, Santiago, Lima, Quito, Bogota et Caracas, Ratibor répond que c'est déjà chose faite et qu'en outre, l'agent Hofer, de Barcelone, adresse à ces missions des articles particulièrement intéressants. De plus, chaque semaine, les informations télégraphiées de Berlin au journal *Nacion* sont réexpédiées à Buenos-Ayres. Quant au Chili, sur l'amitié duquel l'Allemagne a toujours particulièrement compté, il reçoit un service destiné à « orienter l'opinion publique ».

Il est encore expédié en Amérique du Sud, par les soins de Ratibor. 250.000 exemplaires de brochures de propagande allemande, rédigées en espagnol. Nous savons enfin qu'elle n'a pas été oubliée par l'ambassadeur dans un projet de refonte de ses services.

Si l'intervention politique est jugée trop hasardeuse auprès des pays d'Extrême-Orient, il apparaît, par contre, que les propagandistes allemands peuvent y travailler avec succès, notamment au Japon, où le service va recevoir une impulsion nouvelle, grâce à une personne de confiance qui se rend de Mexico aux Indes anglaises.

Notons encore qu'après l'Armistice, Ratibor demande qu'on exploite par radio, dans le monde entier, un article du journal français *La Victoire*, dépeignant l'indifférence et la brutalité des autorités françaises vis-à-vis des prisonniers revenant d'Allemagne.

V

Nous n'avons jusqu'ici parlé que de l'Allemagne. Il serait injuste cependant de passer sous silence la contribution apportée par le « brillant second », contribution qui, à la vérité, ne va pas sans un secret désir de faire pièce à l'éminent premier. C'est ainsi que, si Fürstenberg demande à Vienne, pour l'A. B. C., des chroniques meilleures que celles de *Danubio*, c'est afin de concurrencer les articles d'Azpeitua, qui, dit-il, sont dictés par un esprit entièrement pangermaniste et, par conséquent, en opposition fréquente avec les tendances de la politique autrichienne — constatation dont le sens politique est à retenir.

Plus encore que Ratibor pour l'Allemagne, Fürstenberg sent la nécessité de restaurer le prestige de l'Autriche, entamé par la défaite. Fréquemment il exhale ses doléances à cet égard, se plaignant de l'incertitude dans laquelle on le laisse sur la situation intérieure de la Monarchie, insistant sur la nécessité de rétablir son crédit à l'extérieur, fût-ce aux prix d'efforts militaires, et se faisant là-dessus rabrouer par ses chefs, et rappeler assez vertement que la conduite des opérations n'est pas de son ressort.

Au reste, son activité s'exerce dans le même sens et par les mêmes voies, sinon avec les mêmes moyens, que celle de son collègue allemand. Pendant un temps, son journal est la *Nacion*, qu'il subventionne de compte

à demi avec Ratibor. Puis, ayant rompu avec cette feuille, il en débauche le directeur politique, Pujol, pour le mettre à la tête d'une nouvelle publication, dénommée *Iberia*.

Il reçoit également, du « Correspondenz Bureau », des chroniques dont la rareté et le retard sont pour lui un nouveau sujet de plainte.

Comme Ratibor, il s'intéresse à la France. Il affirme être en mesure de faire parvenir par une personne sûre des billets aux chefs du parti social-démocrate français. Si le Ballplatz jugeait à propos d'épauler les syndicalistes dans leur lutte contre Clemenceau, l'affaire, propose-t-il, pourrait être menée secrètement, sans compromettre personne.

Lorsque le besoin de paix se fait sentir pour la Monarchie, Fürstenberg est prié de faire reproduire dans la presse espagnole un article du *Fremdenblatt* relatif aux buts de paix autrichiens et de faire le nécessaire pour qu'il atteigne les pays de l'Entente. Au moment du duel Clemenceau-Czernin, il lui est prescrit de faire commenter « convenablement » l'incident dans la presse qui lui est accessible et publier chez les Alliés le texte authentique de la lettre adressée par l'empereur Charles au prince Sixte de Bourbon-Parme.

Enfin pour illustrer l'offensive autrichienne du printemps de 1918 contre le front italien, Vienne, sur la demande de son ambassadeur, lui envoie chaque semaine des photographies de presse destinées à impressionner l'opinion publique. On sait le sort mal-

heureux de cette offensive, la dernière de la guerre.

Après l'Armistice et alors que Fürstenberg est parti en claquant les portes, le chargé d'affaires, comte Gudenus, demande qu'on en revienne aux anciens errements et propose, comme étant de toute urgence, de servir à certains journaux espagnols une mensualité de 2.000 à 10.000 pesetas.

VI

Pour apprécier exactement l'œuvre ennemie en Espagne, dans le domaine de la propagande, il convient de se souvenir qu'à partir d'avril 1917, date de la déclaration de guerre des Etats-Unis, l'Allemagne s'est vue privée d'un champ d'opérations jusqu'alors fructueusement exploité. De ce fait, l'Espagne est devenue le principal point d'appui du levier allemand dans son effort contre l'adversaire et pour soulever le monde des neutres. Ceux qui dirigeaient cette propagande ont opéré sur le terrain d'autrui avec une opiniâtreté à laquelle il convient de rendre hommage, mais aussi avec l'aisance désinvolte, avec l'absence totale de scrupules que nous avons déjà notée au chapitre précédent et que nous allons retrouver en étudiant, aux chapitres suivants, l'entreprise d'espionnage et l'œuvre de destruction.

CHAPITRE III

L'ENTREPRISE D'ESPIONNAGE

I

De même qu'il est entendu que toute guerre est défensive, tout espionnage à l'étranger se pare pudiquement entre nations civilisées, du titre de « contre-espionnage » — qui porte en soi une justification — ou encore de l'étiquette plus anodine de « Service des Renseignements ». C'est à la faveur de ce dernier vocable que nous allons la voir fleurir en Espagne, sous la triple direction de l'ambassadeur et des deux attachés, militaire et naval. Chacun d'eux a son organisation propre, ses hommes de confiance et ses moyens d'action. Chacun d'eux s'occupe de renseigner Berlin en matière politique et militaire. En outre, l'attaché naval s'est spécialisé dans les informations d'ordre maritime.

Cependant, il semble qu'à l'origine, seul, von Krohn ait possédé sur ce terrain un service complet. En décembre 1915, l'Amirauté prévoit l'extension qu'il est susceptible de prendre. Cette extension s'obtiendra :

1° en se procurant des informations sur l'Angleterre par des agents appropriés; 2° en montant un service concernant : le canal de Suez, le midi de la France, l'Italie, Malte, l'Algérie et la Méditerranée Occidentale.

Pour l'organisation nouvelle, on met provisoirement à la disposition de l'attaché naval un officier qui a reçu une formation spéciale et qui fera bénéficier von Krohn de son expérience jusqu'au mois de mars 1916, époque à laquelle cet agent devra rallier Berlin, laissant à l'attaché la haute direction du service. Vers cette même époque, ce dernier reçoit la croix de fer de deuxième classe en récompense de son zèle et de son activité.

Ce n'est qu'en septembre de la même année que nous voyons Kalle entrer en scène pour l'organisation d'un service de contre-espionnage plus important et rendu nécessaire, notamment, par la situation intérieure de l'Espagne. En 1917, il y a partage et, par moments, conflit d'attribution avec un agent venu du centre de Wesel, tandis que von Krohn renseigne l'Amirauté par l'intermédiaire du centre d'Anvers.

Quant à Ratibor, il semble bien qu'il ait dû se confiner dans le rôle d'informateur économique, sans avoir eu, à l'Ambassade, de bureau d'espionnage à proprement parler.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que Kalle ait peu à peu tiré à lui la couverture, ceci, sans doute, avec l'assentiment de Berlin qui, voyant le crédit de von Krohn baisser au fur et à mesure de ses imprudences et de ses faux pas, ne pouvait, en attendant la culbute

finale, que souhaiter le voir remplacer par son collègue, Kalle, mieux en cour et plus stable.

Après le départ de von Krohn, Steffan a dû remonter le Service de son prédécesseur, car l'Amirauté lui mande que, dans des cas isolés et importants, il pourra disposer, sans autorisation spéciale, d'un crédit allant jusqu'à 20.000 pesetas, étant entendu que le maximum des sommes mises à sa disposition pour chaque mois ne devra pas dépasser 100.000 pesetas.

Notons qu'il s'agit là de l'espionnage en général et non pas seulement des renseignements d'ordre maritime, spécialité de l'attaché naval.

En août 1918, en même temps que du Service de propagande, Kalle est déchargé du Service de contre-espionnage, qui passe à Ratibor. Après le départ de celui-ci et des deux attachés il est géré par le chargé d'affaires Bassewitz, tandis que Steffan passe la main à son collaborateur Nahrstedt.

Tel est, autant qu'on peut l'établir dans ses grandes lignes, l'historique du service qui nous occupe.

II

Voyons son mécanisme et son jeu.

Des cadres allemands. Le haut commandement est exercé à Madrid par le triumvirat que nous connaissons, avec les états-majors particuliers et, à travers l'Espagne, par le personnel consulaire. C'est ainsi qu'à Barcelone le vice-consul de Carlowitz joue un rôle

important, jusqu'au jour où des relations, étrangères à ses fonctions, avec la femme d'un pasteur allemand prisonnier en France, le signalent à l'attention de ses chefs et le font remercier. C'est encore le consul Walter, qui exerce à Algésiras la surveillance du détroit jusqu'à ce que, s'étant suicidé, il soit remplacé dans cette fonction par un officier de marine du nom de Vogt. A Saint-Sébastien, l'activité du consul général Lewin ressort de la fréquence avec laquelle son nom revient dans les télégrammes de Madrid.

En dehors de ces officiels nous trouvons des agents désignés sous le vocable « d'hommes de confiance », les uns civils, les autres, officiers de l'armée de terre et de mer, pris par la guerre en Espagne ou dans les pays d'outre-mer et mobilisés sur place. Les officiers de l'armée de terre relèvent du service de l'attaché militaire, tandis que les officiers de marine appartiennent à l'attaché naval.

Au-dessous de ce haut personnel se tiennent des agents subalternes racoleurs (Agentenschlepper), à propos desquels Kalle constate qu'il est impossible d'avoir, avec 300 pesetas par mois, un Espagnol pour recruter des agents; et indicateurs (Berichterstätter), ces derniers pris généralement parmi les indigènes, agents peu sûrs, servant et trahissant tour à tour les deux partis. Ils excitent également la méfiance de Berlin, qui a soin de ne pas les engraisser à son service, et de leurs employeurs. C'est pourquoi Kalle estime que, en cas de rupture avec l'Espagne, il serait inutile d'essayer de maintenir le fonctionnement du

Service de Renseignements, vu le peu de confiance qu'on peut avoir dans les Espagnols.

Ultérieurement, lorsqu'il se sent menacé par le projet de loi sur l'espionnage, et pour en éluder les sanctions, Steffan propose de déclarer ses indicateurs comme vice-consuls, agents consulaires ou agents suppléants, proposition écartée par l'Amirauté, parce que les personnes en question ne sont pas connues du ministère des Affaires étrangères et que cette déclaration manquerait de fondement.

En dehors des réguliers opèrent les partisans. C'est à cette catégorie qu'il faut rattacher maints agents, jouissant d'une autonomie relative, de certaines maisons de commerce, dont la collaboration paraît avoir été bénévole, enfin, certains personnages étrangers dont on est surpris de rencontrer les noms, tel le ministre d'une puissance du Proche Orient, que Kalle indique nettement comme agent, quand il ne le désigne pas par un indice conventionnel, à la manière du personnel embrigadé.

Suivons maintenant les acteurs dans les différents milieux où ils prétendent avoir des intelligences — sans oublier que c'est eux qui parlent.

En dehors de la « personne de confiance » de l'Ambassade, qui semble manœuvrer en terrain varié, nous voyons Kalle représenté auprès du consul général de France, auprès de l'ambassadeur de France à Madrid, auprès de l'attaché militaire français. Il aurait également possédé des intelligences auprès de l'Ambassade

des Etats-Unis. De son côté, l'attaché naval, en outre de son homme de confiance, a des émissaires à la présidence du Conseil, au ministère d'Etat, au ministère de la Marine, aux ambassades d'Angleterre, des Etats-Unis et du Japon, dans les services de l'attaché naval américain.

C'est évidemment par ces agents que Kalle a connaissance de documents reçus par l'ambassade de France : lettre de Paris relative aux ouvriers espagnols en France et télégramme concernant une attaque allemande dans la région de Reims; que Steffan est au courant de certaines nouvelles d'ordre politique ou militaire : départ imminent du gouvernement français pour Bordeaux, arrivée prochaine de transports américains en France, offensive en Italie projetée par l'Entente; qu'il est informé de ce qui se passe au Conseil des ministres; qu'il détient des documents émanant de l'Ambassade d'Angleterre. C'est d'eux qu'il tient les renseignements et les documents que lui-même déclare obtenus d'une façon illégale ou dont il ne peut indiquer l'origine. Peut-être enfin, est-ce sur le vu de leurs rapports, plus ou moins fantaisistes, que von Krohn croit savoir qu'il y a des espions jusque dans l'Etat-Major français. Lesquels? C'est ce qu'il omet de préciser.

Les espions allemands habitent, en effet, la France, aussi bien que l'Espagne. Si, en mars 1915, Kalle se plaint de ce que la circulation de ces agents devient de plus en plus difficile à raison des nouvelles mesures relatives aux passeports et à la circulation en chemin

de fer, par contre, nous nous trouvons, dès le début de 1916, en face d'un plan d'organisation complet. A cette époque, en effet, Kalle a l'intention d'organiser en France un Service de Renseignements avec centre à Bordeaux et organes de transmissions de nouvelles à Irun et à Saint-Sébastien.

L'agent de Bordeaux expédierait au centre de renseignements de Saint-Sébastien les nouvelles reçues des sous-agents de Paris, Le Havre, Cherbourg, Brest, Marseille, Toulon. L'agent de Marseille ou celui de Toulon pourrait, éventuellement, s'occuper en même temps de l'Italie. Plus tard, Steffan posséderait son homme de confiance auprès du Conseil des ministres français.

Le principal informateur en France, depuis le début de 1916, semble être un personnage dont la spécialité est de fournir des renseignements d'ordre militaire et touchant les usines de guerre. Après avoir, pendant des mois, transmis religieusement ces renseignements, Kalle doit confesser qu'ils n'ont aucune valeur, leur auteur étant au service du contre-espionnage français.

Semblable mésaventure est advenue à von Krohn avec son « agente » française, Marthe Richer, née Betenfeld, que Berlin lui signale comme suspecte de travailler pour le compte de l'ennemi, et que lui-même soupçonne d'être au service de la France — ce qui fait honneur à sa perspicacité. Les relations d'un autre ordre qu'il entretient cependant avec son agente sont éclairées d'un jour assez curieux par une appréciation de Kalle, fournie au cours de l'enquête prescrite

par Berlin touchant la conduite privée de son attaché naval. Tout en repoussant l'hypothèse d'une trahison de la part de son collègue, Kalle estime qu'à la faveur de ces relations, l'agente a pu surprendre sur les lèvres de von Krohn des « secrets de service » et des « confidences verbales transmises à l'ennemi » (1).

En dehors de l'Espagne et de la France, il existe encore, à notre connaissance, d'autres centres de renseignements : en Angleterre, où l'Amirauté a dû expédier des agents et organiser, par leur intermédiaire, un service de relations télégraphiques avec von Krohn ; à Palma de Majorque jusqu'en juin 1916 ; aux Canaries, probablement à Malte ; enfin, en Argentine, où Steffan possède notamment un homme de confiance. Le Portugal a échappé à cette emprise, la surveillance exercée par l'ennemi sur la navigation et sur les ports rendant, paraît-il, la chose impossible.

Parmi les émissaires de l'Allemagne qui ont ainsi opéré chez les Alliés plusieurs ont payé leur collaboration de leur liberté et même de leur vie.

Aux Etats-Unis, nous voyons un même coup de filet rafler une demi-douzaine d'entre eux. L'espion Burgmann est fusillé à Londres en octobre 1915. Nous savons, enfin, que des condamnations à mort ont été

1. Les aventures de Marthe Richer ont fait l'objet d'un récit plus ou moins romancé, publié sous le titre *Marthe Richard, espionne de la France*, par le commandant Ladoux, ancien chef des services d'espionnage et de contre-espionnage, aujourd'hui décédé. Comme maintes publications du même genre, cet ouvrage est un agréable mélange de fiction et de vérité, destiné surtout à amuser le lecteur.

prononcées par les tribunaux militaires contre les agents suivants : Willy Stattler, fusillé à Bordeaux; les Espagnols Domingo (alias : Dalac), Guerrero, Llanos (alias : Lago) exécutés à Paris; contre le Chilien Edoardo Selva, le Hollandais Stavelot; le Suisse Nava-gel, sans oublier l'agente H. 21, c'est-à-dire Mata-Hari, et, malheureusement aussi, un officier français, le capi-taine E...

III

Les renseignements drainés par les canaux que nous connaissons maintenant sont, nous l'avons dit, d'ordre politique, militaire et économique.

Les premiers sont recueillis concurremment par l'ambassadeur et par les deux attachés. Ils ont trait, notamment, à la situation des pays ennemis et des puissances neutres, particulièrement de l'Espagne, dont ils relatent les troubles intérieurs, les grèves et les remaniements ministériels. La situation économique fait l'objet de rapports spéciaux, avec statistiques à l'appui : mouvement des ports espagnols, exportation des fruits et du minerai, importation du charbon. Les bilans de la Banque d'Espagne sont communiqués régulièrement. Dans la plupart des rapports se lit le souci évident de la reprise des relations commerciales après la guerre.

Les informations d'ordre militaire émanent surtout de l'attaché militaire. Elles se rapportent principale-

ment aux opérations des armées de l'Entente sur les deux fronts : occidental et balkanique, à leur composition, à l'emplacement des troupes, à leur nombre, à leurs mouvements, à leurs transports par terre et par mer. Elles donnent des détails sur l'armement, le ravitaillement, l'outillage, allant jusqu'à fournir la description d'un poêle de tranchée, ainsi que des appréciations sur le moral des troupes.

Les sept points d'interrogation suivants posés à Kalle par le G. Q. G. allemand nous initient aux préoccupations de Berlin dans cet ordre d'idées :

1° Appréciation de la situation par les Français et les Anglais. Où l'offensive allemande est-elle attendue?

2° Procède-t-on à des remaniements de formations? Où sont les réserves importantes?

3° A-t-on retiré des troupes d'Italie?

4° Où se trouvent les positions stratégiques à l'arrière? Sur quels points a-t-on prévu des constructions en janvier et en février?

5° Les Français et les Anglais auraient-ils projeté une opération qui précéderait une offensive allemande possible?

6° Etat d'esprit dans l'armée et le peuple. Situation du gouvernement.

7° Donner des informations aussi précises que possible sur l'effectif, la valeur et les groupements des troupes américaines en France.

Au moment de la grande offensive allemande de 1918 l'Etat-Major désire encore connaître les embarquements et débarquements des troupes de l'Entente

dans les ports français. Il faut observer l'arrière du pays, même dans la zone anglaise s'il est possible. On pourra peut-être arriver à ce dernier résultat en se servant d'Espagnols fournisseurs de l'armée.

A ces derniers font concurrence les ouvriers espagnols travaillant en France et qui figurent parmi les indicateurs habituels de Kalle.

Quelle est la valeur des renseignements ainsi recueillis par Madrid et sitôt transmis? Elle paraît assez inégale. Quand il s'agit de faits précis, nous sommes fixés en général par les réponses de Berlin, qui signale : renseignement intéressant; ou bien : renseignement sans intérêt; ou encore : renseignement inexact.

Parfois, cette inexactitude est flagrante. Par exemple, celle qui concerne une importante concentration de troupes dans Metzeral. Or, pour qui connaît ce bourg d'Alsace, menu autant que pittoresque, la fantaisie du renseignement saute aux yeux.

Autres informations du même ordre : les Sénégalais sont tenus en réserve avec des couteaux pour achever les blessés; le général Gallieni a été tué par le général Herr; la France a donné aux Etats-Unis la Guyane et la Martinique comme gages d'un emprunt; les troubles graves qui ont éclaté à Paris le 4 avril 1918 ont été réprimés par la cavalerie anglaise et par les troupes noires; résultat d'un des raids aériens sur Paris : 600 morts et plus d'un million (*sic*) de blessés.

N'oublions pas que ces informations ont été fournies par des indicateurs qui, souvent, se font l'écho de rumeurs ou de commérages; que l'agente Marthe

Richer n'est pas seulement au service de l'Allemagne; qu'un autre agent n'est, de l'aveu de Kalle, qu'un mystificateur et qu'un traître. Mystificatrice aussi, peut-on croire, la dame française d'un certain âge qui se donne comme veuve d'officier, et dépêchée à Madrid par le général Pétain pour pressentir l'Allemagne au sujet d'une révolution militaire en France et d'une paix séparée.

Les constatations ci-dessus dans le domaine des faits doivent nous mettre plus en garde encore contre les simples appréciations, généralement tendancieuses et visiblement fournies dans le sens que l'indicateur a supposé agréable au destinataire, surtout dans la dernière période de la guerre. C'est ainsi que, d'après les fournisseurs de Kalle, de von Krohn et de Steffan, depuis le début presque, le baromètre moral de la France ne cesse d'être en baisse — si bien qu'on s'étonne qu'il puisse baisser encore; la misère est grande; les denrées sont hors de prix; le peuple est las de la guerre et veut la paix; les rapports entre les Alliés sont des plus mauvais; Anglais et Américains traitent la France en pays conquis; à Paris les magasins russes ont été pillés sous les yeux de la police, etc... C'est une série de tableaux poussés au noir, dont tous les coups de pinceaux, même à les tenir pour isolément véridiques, sont groupés de façon à produire une impression d'ensemble désastreuse pour l'Entente.

Gardons-nous, cependant, d'une généralisation systématique. Beaucoup des indications envoyées à Berlin ont pu être utilisées par l'Etat-Major, si déjà il

ne les tenait d'autres sources. C'est sur une suggestion venue de Madrid que des sous-marins allemands ont canonné les usines françaises de l'embouchure de l'Adour. Même sujet à caution, certains renseignements ont pu fournir à Berlin des renseignements utiles et l'orienter vers des enquêtes fructueuses. Parmi les nombreuses annonces d'offensives alliées qui semblent avoir hanté le cerveau d'agents, certaines ont pu mettre l'ennemi en garde. Pendant le bombardement de Paris par les pièces à longue portée, l'indication des points de chute, demandée par Berlin avec insistance, s'est précisée peu à peu et a dû être profitable aux artilleurs des « Berthas ».

Somme toute, l'ensemble du reportage dirigé par les deux attachés pouvait, si nous ne l'avions connu, n'être nullement négligeable pour leur pays.

Cette conclusion est encore plus vraie quand de l'information militaire proprement dite nous passons à l'information navale, dont nous ne pouvons qu'admirer l'organisation pour son étendue, son exactitude et la rapidité de la transmission. Cette organisation semble avoir fonctionné depuis le début de la guerre. Plus tard l'Amirauté fera savoir à von Krohn tout l'intérêt qu'offrirait des renseignements détaillés sur le mouvement maritime à Dakar et aux Iles du Cap Vert, particulièrement en ce qui touche les vapeurs chargés de céréales et de viande qui viennent de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud et de l'Australie; la durée de leur escale, leur itinéraire à l'arrivée et sur-

tout au départ du port quand ils se rendent dans les pays de l'Entente. Quel est le mode de surveillance? Y a-t-il des barrages devant les dépôts de charbon? D'où celui-ci arrive-t-il, sur quels vapeurs et à quels intervalles? Il faudrait organiser en Espagne un service ayant pour objet de recueillir des informations à ce sujet.

Conformément à ce plan, tout le littoral espagnol est l'objet d'une surveillance incessante qui, de Barcelone, s'étend jusqu'à Pasajes, en passant par Castellon de la Plana, Valence, Alicante, Carthagène, Almeria, la Linea, Cadix, Huelva, Vigo, la Corogne, Gijon, Santander, Bilbao, Saint-Sébastien. Dans chacun de ces ports un œil attentif ne cesse de scruter le large, attentif aux départs comme aux arrivés. Aux abords du détroit la surveillance redouble : Algésiras et Ceuta le tiennent sous leurs feux croisés. Dans ce dernier port la garde est montée par un employé de la maison Tornow, de qui les renseignements sont transmis à Madrid par le bulletin quotidien d'Algésiras. Nous savons que ce centre, l'un des plus importants avec ceux de Barcelone et de Saint-Sébastien, s'est vu dirigé successivement par le consul Walter, puis par le capitaine de vaisseau Vogt.

Les rapports fournis portent sur le nombre des entrées et des sorties des navires ennemis ou neutres, donnent leur signalement, la nature du chargement, dénoncent la contrebande; ils indiquent l'itinéraire suivi ou la formation des convois, le point de rassemblement ou de dislocation; ils signalent les mesures

de défense adoptées en mer, sur rade ou dans les ports : ils donnent, en un mot, toutes les indications utiles aux sous-marins pour leur permettre d'opérer à coup sûr. Ils renseignent également sur les torpillages, et von Krohn, en relatant ces derniers, y applaudit et en demande de nouveaux.

Car de Madrid ces rapports sont transmis sur l'heure à Berlin, qui les fait suivre par Nauen aux sous-marins opérant dans les divers océans, particulièrement en Méditerranée. Ceux-ci ne chassent donc pas devant eux, mais à l'affût, avec rabatteurs, ce qui explique, surtout dans les débuts, l'importance des résultats obtenus, eu égard au petit nombre des sous-marins opérant dans chaque secteur. Ces résultats auraient été sans nul doute plus considérables, si l'interception des renseignements n'avait permis de déjouer les plans de l'ennemi par des mesures préventives, telles que changements d'horaire ou d'itinéraire.

L'Espagne n'a pas de monopole de cette organisation. Elle n'a pas crainte de fonctionner en pays ennemi.

Pour l'Angleterre, l'Amirauté informe l'attaché naval qu'elle assigne un intérêt particulier aux renseignements suivants, que devra recueillir un de ses agents se rendant à Liverpool :

1° Nombre de vapeurs au-dessus de 1.000 tonneaux entrant en moyenne dans le port par jour.

2° Effectifs américains débarqués à Liverpool depuis le 1^{er} avril.

3° Routes habituelles des vapeurs vers le nord et vers le sud.

La France, surtout, possède son agence, chargée de renseigner Berlin sur ce qui touche les ports de la Méditerranée, sur la présence et les mouvements des troupes françaises, les envois de contingents aux Dardanelles; pour les ports de la côte de l'Atlantique, sur les arrivées des troupes d'Angleterre, et ceci également en ce qui touche le port du Havre, s'il est possible. Cette agence n'a cessé de fonctionner, et l'on doit porter à son actif la plupart des torpillages des navires de l'Entente en Méditerranée.

Comment les renseignements recueillis par les agents qui hantaient nos ports atteignaient-ils Berlin? Cette question troublante s'est posée notamment à propos de l'affaire d'une espionne étrangère, et que nous ne saurons passer sous silence, ne serait-ce que pour substituer ici l'histoire au roman.

Voici comment l'affaire a pris naissance.

Chaque fois que des départs de navires — isolés au début, plus tard groupés en convois — devaient avoir lieu de Marseille, les officiers n'étaient avisés que la veille au soir, ceci afin de parer à toute indiscretion.

Or, il apparut que Berlin était prévenu le jour même du départ. En effet, le soir de ce jour, Nauen lançait aux sous-marins de la Méditerranée des indications donnant le nom du ou des bateaux, l'heure du départ, l'itinéraire, la vitesse précise, souvent aussi la nature du chargement.

Il fallait donc de toute évidence que le renseignement eût été transmis dans la nuit.

Or, nous avons acquis la certitude qu'il ne l'avait pas été par la voie ordinaire. On songea donc à une correspondance en langage convenu : les recherches orientées de ce côté demeurèrent sans résultat. Restait l'hypothèse d'une transmission télégraphique en chiffre. Seuls les agents diplomatiques et consulaires des puissances neutres avaient conservé le droit de correspondre de la sorte avec leurs gouvernements.

Ordre fut donc donné : 1° à la direction télégraphique de Paris, de retarder de quelques jours l'expédition de tout télégramme chiffré; 2° à nos services spéciaux, de surveiller le consul en question.

C'est pourquoi ces derniers dépêchèrent à Marseille un de leurs meilleurs agents. Celui-ci « fila » le consul et découvrit qu'il se rencontrait régulièrement, soit dans la rue, soit au café, avec un personnage, lequel, également pisté, fut surpris en conversation avec une étrangère, qui n'était autre que notre espionne. Celle-ci fut soumise à une surveillance étroite.

De nouveaux renseignements déterminèrent son arrestation. Une instruction fut ouverte.

L'espionne avoua avoir obtenu des renseignements d'un officier du navire *Sébastopol*, qui avait été un de ses amants. Ce navire avait été torpillé et perdu avec un équipage d'environ 500 hommes. Elle prétendit avoir transmis ces informations sans en soupçonner les conséquences.

Le Conseil de guerre n'admit pas cette explication

et il envoya l'espionne aux fossés de Vincennes.

Pour clore cet épisode, disons que, sur le vu des renseignements communiqués à la Marine, celle-ci déroutait les bateaux par le poste de T. S. F. de Toulon. Par une fatalité, le jour du départ du *Sébastopol*, un orage brouilla les signaux, en sorte que le malheureux navire, n'étant pas prévenu, s'en alla tout droit vers sa perte.

Si nous avons réussi à pénétrer les confidences de l'adversaire, il s'en faut cependant qu'il nous ait livré la totalité de son secret. Bien des sujets ne nous sont connus que d'une façon fragmentaire, avec des lacunes, ou même par de simples allusions. C'est que beaucoup de communications ont été échangées par des voies détournées : lettres, missives, rédigées en termes convenus; documents accompagnant d'inoffensives photographies de famille et glissés entre l'épreuve et le cartonnage, ou bien encore voyageant dans de pacifiques caisses d'oranges; rapports tracés à l'encre secrète sur des bandes de journaux, ou encore sur les objets les plus imprévus, tels que mouchoirs, chemises, etc. : tout le matériel du conspirateur classique.

Ces lettres, ces objets parviennent à destination par les moyens et les détours les plus variés : agents ayant transité par la France ou la Suisse grâce à de faux passeports; sous-marin abordant dans les ports ou mouillant dans les eaux espagnoles. C'est ainsi qu'en juin 1915 nous voyons le capitaine de corvette Ackermann arriver à Carthagène à bord du sous-marin *U-35*,

du centre de Pola, porteur d'une lettre autographe de Guillaume II à Alphonse XIII, ainsi que de documents divers relatifs à un projet d'évasion de l'ex-sultan Moulay-Hafid, et convoyant, en outre, des caisses de correspondances à destination du vapeur allemand *Roma*, ancré dans le port. Plus ordinairement, les lettres arrivent à des adresses conventionnelles ou par des intermédiaires : particuliers ou maisons de commerce faisant fonction de boîte aux lettres.

Voilà pour Berlin-Madrid. En sens inverse, c'est encore un sous-marin, le *UB-49*, qui, après son évasion de Cadix, emporte vers l'Allemagne une série de documents. La correspondance, rédigée en termes convenus, s'en va vers des destinataires d'apparence anodine, quand ce ne sont pas de pseudo-marraines écrivant à de prétendus filleuls prisonniers de guerre en Allemagne. Les deux attachés se servent encore du nom de leur mère pour correspondre avec l'Etat-Major et avec l'Amirauté. Enfin, à partir d'octobre 1918, tous les courriers de Steffan sont transmis par la valise espagnole à la femme du lieutenant Horst. Celui-ci est prié de se mettre en rapports avec l'attaché militaire espagnol à Berlin, commandant Valdivia, auquel Steffan songe comme agent de liaison avec sa mère. Choix qui ne saurait nous surprendre, sachant le rôle joué à Berlin par cet officier qui s'est vu reprocher par Alphonse XIII lui-même, de se conduire en agent de l'Allemagne plutôt qu'en attaché militaire espagnol.

Que l'attaché naval allemand ait cambriolé la valise espagnole pour faire main basse sur des lettres en-

voyées par l'Ambassade d'Angleterre ou reçues par elle : le fait ne nous surprendra qu'à moitié. Il est plus étonnant que ce même personnage ait pu se servir ordinairement de cette valise pour y glisser son courrier. Telle devait, cependant, être la pratique courante car, en septembre 1918, Steffan signale la nécessité d'y renoncer momentanément. Ce qui ne l'empêche, quelques semaines plus tard, de proposer l'emploi de la valise de Berne, tandis que Berlin lui enjoint de dissimuler les échanges de correspondance qui emprunteraient cette voie, sous les apparences de lettres strictement commerciales, et le prie d'indiquer comme adresses conventionnelles de véritables firmes espagnoles.

Quelles aides Steffan a-t-il rencontrées pour cette besogne? A-t-elle été accomplie par un de ses agents? A-t-il simplement gagné quelque employé subalterne, ou bien convient-il de rechercher quelque complicité plus haute? Il est permis de croire que des personnalités notables n'ont pas été étrangères à cette tâche.

Cette induction est corroborée par la teneur d'une missive par laquelle Steffan prie d'aviser sa mère de ne jamais accuser réception par la voie télégraphique des envois qu'il lui fait par l'intermédiaire de l'Ambassade d'Espagne et de l'attaché militaire, l'ennemi pouvant lire ces télégrammes.

N'oublions pas, en tout cas, que l'Allemagne s'était ménagé à Madrid des amitiés dans tous les milieux, même et surtout dans les plus élevés.

De même qu'avec Berlin, Madrid correspondait-il directement avec ses agents d'outre-mer? Il ne l'a jamais pu par la T. S. F. Avant la rupture avec les Etats-Unis toutes les communications radio-télégraphiques transitaient par Nauen; celui-ci les transmettaient aux deux postes américains de Sayville et de Tucker-ton, d'où, par l'intermédiaire de l'Ambassade, elles étaient acheminées vers leurs destinataires des trois Amériques. Washington servait de relais pour tout le Nouveau-Monde. Lorsque le comte Bernstorff eut reçu ses passeports et que le gouvernement américain eut confisqué les deux postes, il fallut trouver autre chose. Une station fut donc établie au Mexique, à Chapultepec, pour communiquer avec Nauen, mais il semble que cette station n'ait jamais fait autre chose que recevoir. Il a bien été question, à plusieurs reprises, d'installer des postes au Brésil, puis, lorsque les rapports avec cette puissance se tendirent, en Argentine. Ces projets n'ont pas abouti. A partir de 1917, les communications allemandes transocéaniques, à l'exception de celles qui pouvaient passer par Nauen, devaient donc emprunter les voies ordinaires : télégraphie par câbles ou courriers postaux, celles-ci étant forcément aléatoires, ainsi qu'en attestent maintes doléances de Madrid ou de Berlin.

L'Armistice semble avoir mis fin à l'entreprise d'espionnage. Le 13 novembre l'Etat-Major mande à Kalle que tous les agents de la Section politique de lui connus doivent cesser leur activité.

De son côté, après avoir prescrit à Steffan de ne plus envoyer de renseignements sur le trafic commercial dans la Méditerranée, l'Amirauté le prie de mettre fin à son Service de Renseignements militaires. Il ne devra plus désormais télégraphier que les informations qu'il jugera intéressantes pour la Commission de la marine allemande, chargée de prendre part aux négociations de paix, ainsi que les renseignements relatifs aux navires de guerre et aux mouvements importants des troupes de l'armée de terre.

Un peu plus tard elle lui demande de hâter le renvoi de ses agents, ajoutant qu'il est inutile et même nuisible de maintenir en fonctions les informateurs de Barcelone, Séville, Bilbao et Madrid, en raison du risque qu'ils courraient d'être « brûlés ».

La surveillance du détroit de Gibraltar a cessé le 11 novembre 1918.

CHAPITRE IV

L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Durant toute la guerre l'Allemagne n'a eu garde de laisser en friche le terrain économique en Espagne; tout son personnel s'est employé dans ce domaine avec non moins d'activité que dans ceux que nous venons de parcourir, ne se bornant pas à des buts immédiats, mais préparant l'avenir et travaillant pour l'après-guerre. Les acteurs ont toutefois changé de plan : ici, le premier rôle revient à l'Ambassade, qui traite elle-même les questions d'importance, transmet en des messages, multiples, longs et minutieux, les rapports qui sont adressés par ses agents, les propositions fournies par les maisons allemandes; elle reçoit, d'autre part, les ordres et instructions de Berlin, donnant son avis toutes les fois qu'elle le juge utile, et ne laissant à l'attaché naval que certaines affaires métallurgiques ou minières. Elle est secondée par le corps consulaire, par les industriels et les commerçants allemands, dont la plupart, établis en Espagne dès avant 1914, connaissant à merveille le pays, ses ressources, ses besoins économiques, ont pu, à la faveur de ces circonstances, constituer les cadres solides de l'action allemande sous

toutes ses formes. Parmi le personnel nombreux, expérimenté et dévoué à la cause du pays se trouvent des banquiers comme Fährdrich et Behn, des industriels, comme les directeurs de « l'Electro Quimica » de Barcelone (Flix) (1), succursale de la « Griesheim Elektron » de Francfort-sur-le-Mein, des chimistes comme le docteur Gordon et le docteur Müller, des spécialistes de questions minières comme Wakonigg, Loeck et Helbig, de qui l'activité est sous le contrôle direct des consulats et de l'Ambassade.

I

Les principales opérations traitées se rapportent au commerce des fruits, notamment des oranges, et concourent à un but non seulement économique, mais encore politique. C'est ainsi que, pour apaiser l'émotion causée par les nombreux torpillages de navires espagnols et remédier à la crise d'exportation qui en est résultée pour la région fruitière, Berlin prend au début de 1917, vis-à-vis du Cabinet de Madrid, l'engagement d'acheter une partie considérable de la récolte, et décide d'affecter à ce chapitre un crédit de 20 millions de pesetas. En faisant part de cette décision à Ratibor, il lui prescrit de la faire valoir auprès du gouvernement espagnol et de lui donner une riche publicité (*sic*).

1. Dont le capital a été porté, en juillet 1918, de 3 millions à 10 millions de pesetas.

Pour faciliter l'opération, ce dernier devait, de son côté, ouvrir aux futurs acheteurs un crédit d'une somme égale portant intérêt à 6 % et gagé par des valeurs espagnoles à concurrence de 70 %, par des valeurs de pays neutres pour le surplus. La combinaison échoua, faute de papier espagnol en quantité suffisante dans le portefeuille allemand, et l'ouverture de crédit fut faite par la « Banque Transatlantique » allemande, avec la garantie des succursales de la « Dresdner Bank » et de la « Deutsche Bank ».

Les deux établissements qui avaient épaulé l'affaire étaient intéressés à sa réussite. Aussi les voyons-nous, dès le mois suivant, avril 1917, s'entendre avec des négociants de Hambourg et de Brême pour fonder, sous le nom mythologique de « Hesperides », une société ayant son siège social à Berlin et dont l'objet est d'acheter des fruits dans les limites du crédit ci-dessus, de monter des usines pour la fabrication des conserves et de faire aussi « d'autres affaires » avec l'Allemagne. De cette société l'ancien ministre la Cierva doit être le syndic, d'après des instructions ultérieures de Berlin concernant le rôle de la nouvelle société. Toutefois, Hesperides ne possède pas le monopole du marché : cette maison n'est qu'une entreprise privée cherchant à étendre ses affaires en Allemagne et à augmenter son chiffre d'affaires avec l'Espagne et qui, pour arriver à ce but, entretient des relations très étroites avec le monde officiel.

Pour réaliser ce programme il était expédient d'avoir sur place un organisme qui fut le prolonge-

ment de « Hesperides » en Espagne. Après avoir songé à un simple comité local, on préféra créer en 1917 une société distincte, baptisée « Productos Ibericos », au capital de 9 millions 920.000 pesetas, avec siège social à Madrid et succursale à Valence, au cœur de la région fruitière. Les fondateurs en sont les banquiers Behn et Fährndrich, qui en assurent la direction, le premier comme gérant, le second comme président du comité de surveillance, dont font encore partie le consul Lewin, le docteur Müller et le banquier Welsch.

Bien que demeurant, pour des raisons budgétaires, distincte de « Hesperides », la nouvelle société en sera l'organe exécutif et lui servira d'intermédiaire pour ses opérations en Espagne. Ainsi sera-t-elle chargée de l'achat, de la fabrication et du magasinage des denrées, qui demeurent la propriété de « Hesperides », ceci moyennant une remise de 1 %, qui constituera son bénéfice. Le capital social sera représenté par des actions de « Hesperides »; ce seul détail fait ressortir l'identité foncière des deux sociétés, sous une dualité apparente.

C'est pourquoi il est entendu que, pour toutes les affaires un peu importantes, la société espagnole devra s'en entretenir avec l'ambassadeur et, s'il y a lieu, prier ce dernier de transmettre l'exposé de l'affaire à la « Hesperides » pour examen et décision.

Font partie du Comité de contrôle MM. Welsch et Damian; le consul Franke sera la « personne de confiance » de la Société pour Malaga; Werner Grutse, pour Séville.

Les moyens financiers mis à la disposition de « Productos » sont les suivants :

Pour utiliser les crédits consentis à Hesperides par la Banque de Castille, « Productos Ibericos » tirerait ses traites sur la « Banco Aleman », sur Liemans et Cie, Fährndrich et Cie. Cette dernière banque se chargerait de l'escompte des traites dans les conditions prévues, et en remettrait le montant à « Productos Ibericos ».

De son côté la « Hesperides » ouvrirait les crédits nécessaires à la Deutsche Bank et à la Dresdner Bank au moyen de traites tirées sur ses clients et déposées dans ces établissements. Sur ces dépôts, les établissements ci-dessus désignés garantiraient la Banque de Castille.

Tel est le mécanisme bancaire.

De fait, dès le début de 1918, nous voyons la collaboration des deux sociétés assurer la réalisation du programme qui a présidé à leur création.

« Productos » achète pour « Hesperides » non seulement des oranges, mais encore les denrées les plus variées (1). Les achats sont généralement faits par stocks. Telle commande d'huile d'olives porte sur 100.000 kilos; tel ordre d'achat de liège est de 25 à 30 quintaux. C'est par millions de litres que se font

1. En voici la nomenclature : arachides, argent monnayé, bouchons, cacao, caoutchouc, cire d'abeilles, conserves, cotons et cotonnades, cuirs et peaux, écorces, espadrilles, farines, graines et semences, kapok, huile d'olives, laines, lies de vin, liège brut, noyaux d'abricots, pépins d'oranges, poil de vache, produits résineux (colophane, térébenthine), pulpe d'abricots, réglisse, riz, sardines, sparterie, tartre, vins (particulièrement vin de messe).

les opérations par les vins : Montana, Tarragone, vins de la Manche, etc... La préoccupation de constituer des entrepôts et des réserves propres à alimenter le marché d'après-guerre est évidente.

S'il faut en croire les acheteurs, leurs marchés sont passés à des prix extraordinairement avantageux : c'est ainsi, pour s'en tenir à un exemple, qu'ils paient la térébenthine de 95 à 100 pesetas les 100 kilos rendus en gare de Hendaye, alors que la France et la Suisse devaient la payer 140 pesetas.

L'Ambassade qui, nous l'avons vu, conserve la haute main sur les opérations, entend les faire servir, à l'occasion, pour des buts de guerre. C'est ainsi qu'elle propose à Berlin d'acheter au Portugal, pays ennemi, du cacao et des laines, opération qui aurait l'avantage de priver l'ennemi de l'emploi de ces denrées.

Des fruits achetés par « Productos » une partie doit servir sur place à la fabrication de conserves, et cette branche de l'activité des deux sociétés-sœurs n'est peut-être pas la moindre. Dès les premiers mois de 1917, des essais sont tentés, notamment dans l'usine Flix, de Silla, près de Valence, par le docteur Müller et le docteur Jordon, pour traiter chimiquement les bananes et les oranges, fabriquer du sirop d'oranges, de l'alcool, de l'essence, de l'acide citrique, etc..., ainsi que des tourteaux de pépins propres à la nourriture du bétail en Allemagne. Ces essais, auxquels Berlin affecte un crédit de 500.000 pesetas, ont, en juin de la même année, donné des résultats déclarés plus ou moins satisfaisants.

Jusqu'alors, bien qu'inspirée par les conseils de « Hesperides », l'affaire de Silla relève expressément de l'Ambassade et demeure du ressort de l'Etat allemand. En octobre 1917, la question se pose d'une organisation définitive : l'usine continuera-t-elle d'être alimentée par des capitaux officiels? Le sera-t-elle par des fonds privés? Nous ne possédons pas de réponse explicite. Nous savons seulement qu'en décembre, Ratibor exprimait un avis nettement défavorable au projet d'exploitation de la fabrique de Silla pour le compte de « Hesperides ». Alors que, d'après Berlin, cette société se refuse à la vente des machines de Silla, et attache le plus grand prix à la mise en marche rapide de la fabrique, nous la voyons prête à intéresser à l'affaire le directeur Flix, le docteur Müller, les banquiers Behn et Fährndrich, ce qui semble bien indiquer qu'elle l'a prise en mains.

Hors de la Péninsule, l'activité de « Hesperides » et de « Productos Ibericos » s'est exercée aux Canaries; elle y est représentée : à Santa Cruz de Ténériffe, par le consul Jakob Ahlers, à las Palmas, par le consul Ditmer. De nombreux documents traitent de la location ou de l'achat de terrains en vue de la plantation de bananiers, et « Hesperides » recommande la fabrication d'écorces desséchées et de marmelades.

II

Concurremment avec la « Hesperides » et les « Productos Ibericos » et presque à la même époque, nous

voyons surgir pour l'exploitation de l'Espagne, deux autres sociétés sœurs : à Berlin la « Société d'achats », dont le nom indique suffisamment la fonction ; à Madrid, la « Société d'études germano-espagnoles », fondée le 30 décembre 1916 pour lutter contre l'entreprise anglaise. Cette dernière société est dirigée par le sieur Helbig jusqu'au jour — septembre 1918 — où il est remercié, en raison de l'insuffisance des résultats obtenus.

Ces deux organisations, Hesperides et Productos, d'une part, Société d'achats et Société d'études, d'autre part, sembleraient faire double emploi, si l'activité de la seconde n'était spécialisée dans les affaires de minerais.

Elle porte sur des achats de matières premières pour l'industrie sidérurgique : antimoine, cobalt, cuivre, fer, ferro-chrôme, manganèse, molybdène, nickel, plomb, tungstène, vanadium, wolfram, wulfénite, voire de métaux précieux : argent, or, platine. Ces opérations sont traitées soit directement par l'attaché naval, soit par ses auxiliaires : Hornemann, Horst et Linnärtz, et ce, pour le compte de la Section métallurgique du ministère de la Guerre ou de l'industrie privée : Krupp, Thyssen, Gruson, la « Metall Gesellschaft » le « Syndicat de la Potasse », etc... Dans la région de Bilbao les marchés sont généralement passés par les représentants d'un consortium allemand : Wakonigg et Walter Logg (1) qui, avec Helbig, semble s'être partagé la

1. De qui le nom apparaît, en d'autres documents, sous la forme : Loeck.

besogne. On se rendra compte de l'importance des affaires traitées quand on saura qu'une offre de manganèse porte sur 20.000 tonnes.

Ce n'est pas tout que d'acheter; il faut encore faire parvenir la marchandise en Allemagne, même au prix d'un long détour. C'est ainsi que Stockholm est indiqué comme port de destination; qu'en novembre 1916, il est question d'un envoi de tungstène à New-York par Horst pour l'administration de la Guerre; qu'en février 1917, Kalle demande l'autorisation d'exporter en Amérique 125 tonnes de ce même métal. A la fin de 1917 est montée une expédition, dont le succès rappellera celui de la mission Prœbster et des affaires Kallen et Klaus (1).

Le 31 décembre 1917, un voilier espagnol prenait la mer avec un chargement de minerai de wolfram (2) à destination des Canaries, ou devaient l'attendre deux sous-marins allemands : le *UB-294* et le *UB-295*. Le transbordement devait avoir lieu dans une baie de l'île de Fer, la baie de Naos. Rendez-vous pour le 20 janvier 1918. Afin d'éviter toute confusion, le signalement complet du voilier avait été donné en temps utile.

Arrivé sur les lieux, le 17 janvier, celui-ci se trouve en présence d'un destroyer anglais qui l'attaque à la torpille. Sans plus se préoccuper de leur partenaire, les sous-marins plongent et s'échappent. Telle fut du

1. V. infra pp. 107 et s.

2. Ou acide tungstique, servant à la fabrication d'un acier spécial dit acier au tungstène.

moins la version fournie par deux des marins de leur équipage qui, surpris par la manœuvre de plongée, se sont jetés à la mer et ont été internés et recueillis à Ténériffe. Quant au voilier, il aurait été sabordé par la personne de confiance qui se trouvait à bord, ou, s'il faut en croire une autre référence, arrêté au large de Santander par un navire de guerre anglais, qui l'aurait pris à la remorque, puis coulé en raison de ses avaries.

Plus encore que d'acheter du métal et du minerai il est intéressant pour l'Allemagne de posséder des mines en Espagne, ne serait-ce que pour évincer l'Angleterre et l'empêcher de réaliser ses plans d'accaparement; telle est la préoccupation de ses représentants en la matière. C'est ainsi qu'en janvier 1916, l'attaché naval, après avoir constaté que la plupart des mines sont entre les mains de l'adversaire, veut essayer de traiter avec quelques-unes d'entre elles.

Un peu plus tard, Ratibor dénonce qu'un consortium de groupes financiers Rothschild, de Paris, a jeté les bases d'un accord pour l'achat de mines, en particulier de wolfram, d'une valeur de 40 millions. De son côté, en transmettant une proposition de Helbig relative à l'achat de la mine de molybdène de Velez, pour laquelle il a obtenu une option, avec l'agrément du roi, Kalle signale l'importance de l'affaire, non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue politique. Et lorsque, faute de réponse de Berlin dans les délais voulus, l'option est devenue

caduque, Ratibor regrette amèrement qu'elle soit passée à l'Angleterre, « qui travaille sans arrêt et avec des moyens illimités à entraver pour l'avenir l'activité allemande en Espagne. »

Il dénonce aussi l'accord intervenu entre le Rio Tinto et les entreprises minières de moindre importance, accord aux termes duquel le Rio acquiert toute la production pour cinq années, toute exportation en Allemagne et en Hollande étant interdite durant ce laps de temps. Si l'Allemagne, conclut-il, n'intervient à temps, il peut en résulter un préjudice considérable, par exemple, la suppression de la pyrite, dont Huehva, à lui seul fournissait un million de tonnes.

L'année suivante, les agents Wakonigg et Loeck (1) soumettent à Berlin, qui l'agrée, un projet d'acquisition partielle de petites mines, sous le nom fictif d'Espagnols sûrs. De leur côté, les Affaires étrangères s'intéressent à des gisements de bauxite récemment découverts, et le Syndicat de la Potasse décide, sur la proposition de Llorenz, de participer financièrement à des travaux de sondages et de forages entrepris par le gouvernement espagnol.

Sur un terrain connexe, il y a eu compétition pour l'achat des salines d'Almeria, entre la Société l'« Electro Quimica », représentée par Helbig et la maison rivale, Cros, également de Barcelone. Il semble qu'au sein même de la première de ces entreprises il y ait eu conflit entre Helbig et le docteur Müller.

1. V. la note de la page 85.

Hors d'Espagne, Ratibor propose d'acheter au Portugal 800 tonnes de minium et semblable quantité de manganèse; il recommande encore à Berlin de s'intéresser aux richesses minières du Maroc, de l'Angola et du Mexique.

Toute cette activité semble en baisse vers la fin de la guerre. En décembre 1918, à une offre de vente de 3.000 tonnes de minerai de wolfram pour un prix de 4 millions de pesetas, et en dépit de l'avertissement qu'un syndicat anglo-américain va mettre la main sur l'affaire, Berlin répond qu'on ne pourra engager de capitaux en Espagne, qu'une fois la situation stabilisée.

III

On ne peut, au reste, qu'être frappé de la réserve de Berlin vis-à-vis des propositions de Madrid relatives au lancement de grandes entreprises. Ces propositions n'ont pas fait défaut. Citons, dans l'ordre chronologique :

— Participation à l'établissement de hauts fourneaux et d'une fabrique de produits chimiques près de Bilbao.

— Participation financière à un syndicat de l'acier constitué à Séville en vue d'exclure absolument toute ingérence anglaise, française ou américaine.

— Appui technique et financier à fournir à un projet d'installation dans la baie de Santander, d'un grand chantier de constructions navales.

— Participation, par l'intermédiaire d'hommes de paille, à la création d'un syndicat espagnol réunissant 580 industriels et 50.000 ouvriers, en vue d'une entreprise de forges à Séville, au capital de 30 millions.

— Création entre quatre maisons allemandes (Krupp, A. E. G. (1), Deutsche Bank, Siemens) d'un consortium en vue de profiter d'un projet de loi dû à l'initiative d'une Société d'études, portant construction de 12.000 kilomètres (*sic*) de voies ferrées, de manière à enlever la commande du matériel à des concurrents anglais et américains.

— Fondation d'un consortium des sociétés allemandes en Espagne d'assurances contre l'incendie.

— Projet par des banques allemandes de former, avec la Banque de Castille, un groupe au capital de 100 millions, qui sera capable d'ouvrir de vastes crédits pour les achats de matières premières à effectuer en Espagne.

— Projet de création d'une société de navigation germano-espagnole.

— Mainmise sur l'entreprise du chemin de fer Zafra-Huelva, par l'achat de la majorité des actions et obligations, représentant un capital de 5 millions 100.000 pesetas.

— Fondation d'une société financière allemande conjuguée à une société espagnole qui vient de se fonder pour favoriser les échanges économiques entre les deux pays au moyen de crédits réciproques, et à laquelle

1. « Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft. »

l'Allemagne ne peut s'intéresser directement, en raison du danger des « listes noires ».

— Appui à fournir à la banque coloniale espagnole, fondée par un Allemand.

— Mise en œuvre immédiate de la concession de chemin de fer souterrain de Barcelone, avant que la déchéance n'ait été encourue.

Or, nous ne voyons point, par la suite, qu'aucun de ces projets, qu'aucune de ces propositions ait été suivis de réalisations. Si celle qui a trait à l'entreprise des forges de Séville reçoit une approbation de principe, le plus souvent, nous ne trouvons même pas de réponse de Berlin, soit qu'effectivement il n'en ait pas été donnée, soit qu'elle ait été fournie par des voies détournées ou en langage convenu.

Cette réponse, cependant, a été des plus nettes pour l'affaire de la participation aux chantiers maritimes de Santander. En vain Ratibor est-il revenu plusieurs fois à la charge, insistant sur le caractère politique de l'entreprise « dirigée contre les empiètements de l'influence anglaise et vue en haut lieu avec sympathie », ainsi que sur l'intérêt « d'écraser le projet d'achat franco-anglais » ; en vain représente-t-il le programme comme à la veille d'être réalisé par le gouvernement français : « L'industrie allemande du fer n'est malheureusement pas en état, vu la situation économique créée par la guerre, de se charger de ce programme » : telle est la réponse reçue. Sur une offre subsidiaire qu'il transmet, de contrecarrer les plans français par l'achat des terrains nécessaires à la construction

des chantiers, il n'apparaît pas que Berlin ait pris parti.

Nous allons retrouver dans le Nouveau Monde la préoccupation politique qui a présidé à certaines opérations en Espagne. Le ministre d'Allemagne à Mexico recommande de faire de gros achats au Mexique, pour contre-balancer l'influence considérable des Etats-Unis, qui cherchent à mettre ce pays sous leur dépendance, politiquement aussi bien qu'économiquement. Il voudrait, dans le même but, voir les capitaux allemands concourir à la création éventuelle d'une Banque d'Etat mexicaine.

IV

Dans les opérations étudiées jusqu'à présent l'Allemagne est acheteur. Elle ne s'est pas tenue à ce rôle, et a vendu soit des produits manufacturés sur place par des maisons allemandes, telle la maison Auer, représentée par Borzy, et qui, dans le seul mois de juillet 1918, fabrique 300.000 lampes, soit des produits exportés, parfois avec autorisation de transit à travers la France. Ce sont, notamment, des produits chimiques (acides benzoïque et phosphorique, chlorate et sulfate de potasse), des engrais chimiques, des métaux (platine rouge), des fournitures pour la métallurgie (fer galvanisé, garnitures de chaudières), des colorants (indigo), du matériel d'optique, du fil à carder, des machines à tricoter, des millions d'aiguilles

de machines à coudre, des aiguilles de gramophone pour l'Argentine. La maison Thyssen doit livrer 1.700 tonnes d'acier à la Société du Gaz de Barcelone, à laquelle la « Berliner Anhaltische Maschinenbau Actien Gesellschaft » a fait pour 13 millions de marks de fournitures, demeurées impayées.

Mais ces transactions sont peu de chose au regard de celles dont font l'objet les cargaisons des navires allemands retenus dans les ports espagnols, véritables tonneaux des Danaïdes à rebours, et dont les flancs recèlent des montagnes de marchandises venues de l'Orient et de l'Occident : bois d'ébène et bois tinctoriaux, camphre, cheveux (*sic*), cigarettes, coprah, coton, fibres et fils de coco, gomme arabique, goudron, haricots, huiles, indiennes, liège, noix de galle, peaux brutes de l'Argentine, rognures de fer-blanc, roseaux, suif, tabac, talc, représentant des millions de francs. Nulle vente ne se fait sans l'autorisation de Berlin, qui toujours impose comme condition l'emploi de la marchandise sur place; cela, jusqu'au jour où, Ratibor ayant représenté l'urgence de liquider, en raison d'une réquisition imminente par l'Espagne, les Affaires étrangères lèvent la formalité du contrôle. C'est alors au tour du groupement espagnol d'imposer son autorisation au débarquement.

Qu'il s'agisse d'acheter, qu'il s'agisse de vendre, les mouvements de l'Allemagne sont singulièrement entravés par le jeu des « listes noires » dressées par les

Alliés et par la mise à l'index qui en résulte. Aussi voyons-nous l'Association économique allemande protester auprès du gouvernement espagnol, par une pétition signée de cent quarante de ses membres, contre ces listes et contre la passivité devant les « moyens immoraux par lesquels l'Entente essaie d'entraver leur commerce. » Pour échapper à l'encerclement, les entreprises allemandes doivent recourir à des subterfuges et se servir d'hommes de paille. Ratibor propose de passer à la contre-offensive en instituant une « liste blanche », comprenant toutes les maisons victimes du boycottage allié et toutes celles qui résistent avec succès à la pression économique de l'Entente. A côté de cela, une autre liste noire comprendrait les maisons qui, volontairement ou non, ont porté préjudice aux intérêts allemands.

Il ne semble pas que l'idée ait été mise à exécution.

Sur le terrain de l'activité économique ennemie nous rencontrons une entreprise autrichienne. Dès octobre 1917, le prince de Fürstenberg insiste sur l'intérêt qu'il y aurait, à fonder en Espagne une banque austro-espagnole, qui séparerait les intérêts financiers autrichiens des intérêts allemands, et permettrait à l'Autriche, à la faveur des traités de commerce futurs, de prendre en Espagne la place jusqu'alors occupée par l'Italie. Il voudrait que le gouvernement de Vienne attirât l'attention des milieux commerciaux et manufacturiers sur l'établissement projeté. Il importe, dit-il, de réagir dès à présent contre la tendance générale

en Autriche de se servir, pour les affaires avec l'étranger, des banques allemandes, lesquelles, en réalité, relèguent les intérêts autrichiens à l'arrière-plan. Il croit que l'entreprise aurait l'agrément d'Alphonse XIII.

Ce projet semble avoir été réalisé en juin 1918 par la création d'une banque au capital de 10 millions, 50 % de cette somme ayant été versés, moitié du côté espagnol (Banque Urquijo), moitié du côté autrichien (Wiener Bankverein). Ratibor est au courant de l'affaire. Voyant dans la nouvelle banque, en plus de l'entreprise économique, un instrument politique, il préconise une entente entre Berlin et Vienne, afin d'éviter le renchérissement des prix amenés par la concurrence avec la « Hesperides ».

V

Au moment de l'Armistice, le maintien des relations économiques avec l'Espagne et l'élaboration d'un programme pour l'après-guerre préoccupent également Ratibor et Steffan. D'après ce dernier, et devant les efforts considérables que déploient les Alliés pour s'assurer dès à présent le marché de l'exportation espagnole, il est désirable que, de son côté, l'Allemagne s'y prenne à temps pour intervenir dans la lutte. Peut-être serait-il possible d'influencer les hommes politiques espagnols comme Romanones en les intéressant dans les affaires et d'obtenir par ce moyen

que les importateurs espagnols envoient par mer leurs marchandises en Allemagne, soit directement, soit par l'intermédiaire de neutres. Aussitôt que les hommes politiques de ce genre flaireront (*sic*) un bénéfice commercial, les difficultés d'ordre politique seront écartées. Il va de soi que ce n'est point par les voies officielles et par l'intermédiaire de l'Ambassade, que ce projet pourrait être réalisé, mais uniquement par l'intermédiaire d'hommes de confiance discrets, ne serait-ce que pour ne pas créer une hausse des prix en laissant connaître ces intentions à l'avance.

Cette initiative, qui met de côté le personnel diplomatique, n'est pas du goût de la Wilhelmstrasse, laquelle estime que l'activité déployée par l'attaché naval au point de vue économique est indésirable et rend sa situation impossible. Aussi prie-t-elle Ratibor de l'aviser d'avoir à cesser cette activité qui, d'ordre de l'Amirauté « devra se limiter aux questions touchant directement à la Marine. »

L'ambassadeur, de son côté, n'est pas inactif. Voici le résumé de ses vues :

Il a cru nécessaire de transformer son Service de propagande et de presse. Etant données les intentions de l'Allemagne qui, après la paix, désire avoir des relations commerciales étendues avec l'Espagne, il a paru indiqué de s'attacher bien plus à la partie économique, qu'à la partie politique.

Pour les questions commerciales et industrielles il a pu trouver dans les milieux allemands des éléments capables de rendre des services. Avec l'aide de l'Am-

GUILLAUME II

PAR

EMIL LUDWIG



Traduction
de P. LEBRUN

Un volume in-8 de
448 pages, de la *Bibliothèque Historique*, avec
16 illustrations hors
texte

Prix. . . 30 fr.

L'auteur de *Napoléon*, de *Bismarck*, de *Juillet 1914* n'a voulu ni faire un tableau, ni même écrire l'histoire de l'époque du dernier kaiser ; il s'est proposé seulement de peindre le portrait de Guillaume II. Dans un but d'équité, il n'a utilisé, dans la masse d'ouvrages publiés depuis 1919, aucun document provenant de socialistes ou d'étrangers : il a édifié la personnalité de l'ex-empereur uniquement d'après ses propres actes, ses propres paroles et les relations de son entourage. Tous ces témoignages, qui concordent singulièrement, expliquent la psychologie de Guillaume II.

Revue Militaire française.

Armé de textes, Ludwig a établi un acte d'accusation qui a pour fins un portrait psychologique, et a cédé au rythme logique de la méthode du diagnostic : antécédents, milieux, étiologie propre, symptômes... Et l'autopsie, ici est vivante et prodigue d'aperçus.

Le portrait est terrible. A Doorn, le souverain déchu doit battre des paupières sur ces pages : c'est le spectacle que je souhaiterais en complément de l'ouvrage de Ludwig.

MAURICE NOEL, *Figaro artistique.*

Un remarquable ouvrage, indispensable aux Français. puisqu'il s'appuie sur quantité de documents non traduits et

— méthode excellente — tous empruntés à des hommes qui furent les amis et serviteurs de Guillaume II. Le livre de Ludwig est, pour nous, d'un intérêt passionnant.

LOUIS THOMAS, *Cœmedia*.

Ce livre s'impose à l'attention de tous les hommes et spécialement des Français. Il est l'œuvre d'Emil Ludwig, l'éminent auteur de *Juillet 1914*, qui se distingue, entre ses compatriotes, par son esprit libre et critique. L'ouvrage est solidement documenté sur des Mémoires allemands et sur les Archives du Ministère des Affaires étrangères. Le souci de la vérité est toujours présent à l'esprit de Ludwig.

Apollon.

M. Emil Ludwig's methods as a biographer are well-known and are not different in his work on the kaiser than are exhibited in his other volumes, whatever the subject.

He presents much information and makes psychological observations which illumine the individualities of his subjects.

New York Herald.

Bien que l'auteur nous prévienne qu'il n'a voulu tracer qu'un portrait de l'ex-kaiser, son livre a bien la valeur d'un véritable ouvrage historique.

ERNEST RAYNAUD, *Progrès civique*.

De nombreux épisodes plus ou moins dramatiques, le renvoi de Bismarck, par exemple, l'intimité fâcheuse avec Eulenburg, les intrigues malpropres de Hoïstein, la publication riche de conséquences de l'entretien avec le Colonel Stuart Wortley fournissent à M. Ludwig l'occasion de montrer et l'étendue de son information et la vigueur de son talent.

Quinzaine Critique.

A la même librairie.

Ouvrages de M. EMIL LUDWIG.

Le Fils de l'homme. Un vol. in-8	25 »
Napoléon. Un vol. in-8	40 »
Bismarck. Un vol. in-8	40 »
Trois Titans. Michel-Ange, Rembrandt, Beethoven. Un vol. in-8.	25 »
Juillet 1914. Un vol. in-8 écu	18 »
Lincoln. Un vol. in-8	25 »

PAYOT, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

IMP. GROU-RADENEZ, 11, RUE DE SÈVRES, PARIS. 50689

bassade il a été formé des associations allemandes devant être représentées en Allemagne.

Par ailleurs, il affirme sa volonté de porter le centre de gravité de la propagande sur le terrain économique. Pour atteindre ce but, les divers consulats, la Section économique du Service de propagande de presse à l'Ambassade, ainsi que deux unions économiques composées de membres de l'industrie allemande, ont été chargés, au moyen de services installés dans toutes les grandes villes d'Espagne, d'étudier les divers travaux en cours et de renseigner sur les diverses denrées allemandes susceptibles d'y trouver des débouchés.

C'est pourquoi il voudrait être renseigné sur les nouvelles conditions faites par les commerçants allemands, pour les faire connaître en Espagne et dans l'Amérique Espagnole. Il est nécessaire de se presser car, en dehors des Etats-Unis, les Anglais et les Français font les plus grands efforts pour conquérir ces marchés.

La réponse de Berlin est typique. Après avoir constaté la nécessité de faire disparaître au plus tôt les limites à l'exportation, elle constate que c'est le « dumping » d'avant-guerre qui a fait détester l'Allemagne à l'étranger, et qu'il y aurait lieu de recourir dorénavant à d'autres méthodes commerciales. Puis elle s'effraie du discrédit du mark et demande que les milieux financiers espagnols s'emploient à son relèvement, ceci dans leur intérêt aussi bien que dans celui de l'Allemagne.

De cette réponse deux points sont à retenir : la clairvoyance de l'adversaire quant à l'urgence, pour dégager la situation économique, de remédier à une situation financière fâcheuse (1); d'autre part, l'aveu contenu dans une phrase dont le ton est si différent de celui des documents antérieurs. La défaite semble avoir été bonne conseillère. Toutefois, le dépit apparaît plus encore que la contrition. On sait ce qu'a été, depuis lors, l'orientation nouvelle.

1. Une combinaison financière avait été mise sur pied en juin 1918 pour stabiliser le change. Cependant, le mois suivant, Katibor signalait la dépréciation du mark et le fait qu'il ne trouvait plus preneur en Espagne.

CHAPITRE V

LE SERVICE S

Un rapport de Kalle, du 27 septembre 1918, déclare avec satisfaction que « le Service S a donné de bons résultats : les dommages causés se chiffrent par plusieurs millions » et d'autres messages parlent des « entreprises S » et du « matériel S ».

Qu'est-ce que le Service S? — C'est, nous répond Ratibor, celui qui a trait au sabotage allemand; celui, ajoute Berlin, qui s'occupe des destructions par explosifs.

Sabotage ou destruction de tout ce qui, ennemi ou neutre, peut nuire à l'Allemagne ou s'opposer à ses fins; voici une nouvelle forme de l'activité allemande à l'étranger, et nous pouvons dire que ses agents ont déployé dans ce domaine une incontestable maîtrise.

Si cette activité s'est exercée à travers le monde, c'est encore en Espagne qu'elle a son foyer. C'est à Madrid que, sous la haute direction des trois chefs connus de nous, sont préparées ou contrôlées les entreprises qui, sur terre et sur mer, vont tendre à détruire navires, convois, usines, bétail, par l'explosion, par

l'incendie, par l'inoculation. C'est de Madrid et des ports d'Espagne que partiront les substances et les engins destinés aux agents que nous avons déjà vus à l'œuvre et à leurs collaborateurs. Que nous parcourions le terrain de la propagande, celui de l'espionnage, celui de l'action directe, nous retrouvons en effet, à peu de chose près, les mêmes cadres et les mêmes noms. Souvent même les attributions chevauchent, de même que les matières se pénètrent, et seule la nécessité de mettre de l'ordre dans un sujet complexe nous a obligé à adopter des classifications plus ou moins artificielles.

I

Comme pour le service de la propagande, nous n'avons que très peu de renseignements touchant l'organisation du début. Nous savons seulement par Kalle que les frais ne semblent pas devoir dépasser 25.000 pesetas et par Berlin que, en matières de destructions, l'attaché naval ne doit avoir que la haute direction du service et ne pas intervenir personnellement.

Ultérieurement, en 1918, nous apprenons par Steffan que l'organisation du Service S a été créée et inscrite d'une façon officieuse comme maison de commission à Bilbao. Le directeur en est un commerçant allemand, qui a sous ses ordres cinq sous-directeurs dans les principales villes d'Espagne.

La maison a été accréditée par l'intermédiaire de

l'attaché naval auprès du « Banco Aleman Transatlantico » de Barcelone.

Le directeur, les sous-directeurs et les employés reçoivent des appointements fixes. Les agents du Service S ont un salaire spécial et des gratifications.

Le montant des appointements et des gratifications sera fixé d'une façon analogue à ce qui existe en Amérique du Sud et au Mexique. Un Service d'étapes sera organisé pour la transmission des rapports.

Par ailleurs, l'attaché naval laisse à l'Amirauté le soin de rattacher à cette organisation celle de l'Amérique du Sud. Ultérieurement, il annonce qu'il compte employer à Bilbao le lieutenant Horst.

D'ordre de Berlin, c'est tout d'abord contre la France et contre le Portugal que le Service S doit diriger ses coups.

Le programme pour la France comprend :

1° Empoisonnement des silos de grains de Marseille par un pseudo courtier en grains, les produits nécessaires devant être expédiés sous peu. Manière de s'en servir : vider peu à peu le contenu d'une bouteille dans les silos, ou le répandre en plusieurs endroits dans d'assez gros tas de grains. Ce produit est inoffensif. Il n'a d'effet que lorsqu'il a été moulu.

2° Infection, par inoculation, des animaux envoyés d'Espagne.

3° Destruction des usines hydrauliques des Pyrénées par les moyens E et B. (De même que la lettre S est l'initiale du mot « Sabotage » les lettres E et B



sont, vraisemblablement, les initiales des mots « Explosion » et « Brand » (incendie).

4° Provocation à des attentats anarchistes, particulièrement dans la région de Sète, en épargnant toutefois les marchandises à destination de la Suisse.

5° Destruction des usines de munitions.

Il serait bon, ajoute Berlin, de détruire les grands stocks français de munitions qui se trouvent en ce moment à Marseille, d'où partent tous les jours d'innombrables trains pour le front.

Rien à faire contre l'Algérie et la Tunisie.

Pour réaliser ce programme, Kalle envoie en France un de ses hommes de confiance, et, de son côté, Ratibor embauche, par l'intermédiaire du consul général de Barcelone, un Français qui, par ces agents, est à même d'opérer des destructions de fabriques militaires importantes et de dépôts de matériel. Enfin, von Krohn mande à Berlin qu'à la suite d'un entretien avec un anarchiste russe, il lui semble indiqué de faire installer à Paris un petit laboratoire pour la fabrication d'explosifs; car il ne faut pas songer à en faire importer d'Espagne. L'individu en question propose en outre d'introduire des ouvriers russes dans les fabriques de munitions, ce qui ne paraît pas difficile. On peut même envisager la destruction des ateliers de port à Bordeaux, Sète, etc...

Et cette proposition est agréée en haut lieu.

Dans quelle mesure les attentats projetés ont-ils réussi?

Nous avons peu d'éléments pour répondre à cette question, cela sans doute en raison des conseils de prudence dans les communications adressés, à partir de 1917, par Berlin à Madrid et à la suite desquels Kalle déclare qu'il ne sera plus envoyé de nouvelles d'aucune sorte relatives aux entreprises de destruction. Nous savons cependant que les plans de l'agent de Kalle ont échoué parce que « l'appareil n'a pas bien fonctionné » ; que l'homme de confiance de Ratibor est en réalité au service de la France, et que toutes les entreprises dont il rend compte : destructions dans l'arsenal et le port de Toulon, du parc d'artillerie de Lyon, de la fabrique de projectiles de Villefranche sur le Rhône, etc., n'ont existé que dans son imagination. Nouvelle déconvenue à ajouter à celles de Marthe Richer et consorts.

Notons, au passage, qu'en juillet 1917, l'Amirauté a prescrit à von Krohn de suspendre le travail de ses agents en France, en raison de la situation.

Mêmes recommandations à l'égard du Portugal, où d'ailleurs le programme est identique. Pour la fabrication des munitions, l'Entente est obligée de faire venir le minerai presque exclusivement par mer. Il est donc de la plus grande importance de faire cesser rapidement cette importation. L'Amirauté enjoint en conséquence à l'agent qu'elle possède à Lisbonne, de préparer la destruction complète de Domingo et du chemin de fer venant à Pomarao, sur le rio Guadiana. Elle recommande d'arrêter la production en fomentant des grèves, ainsi que par le sabotage des chaudières de

machines, bâtiments, chemins de fer, installations d'embarquement, navires, etc... Il serait bon en outre de détruire les fabriques d'explosifs de Lisbonne et d'Oporto.

De son côté, Kalle devra faire pratiquer des sabotages contre les industries de guerre et dans la région minière de Pomarao ainsi que contre tous les préparatifs militaires de l'Entente, tant au Portugal qu'aux Açores.

De fait, l'attaché militaire annonce qu'un agent sûr a fait sauter deux usines à Lisbonne; qu'outre de nombreux petits magasins, on a détruit une grande minoterie, d'une valeur d'un million et demi de francs; qu'enfin ses gens ont rendu les bateaux inutilisables pour un certain temps.

Pour l'Angleterre, où travaille un agent qui relève directement de l'Amirauté, Kalle dispose d'une somme de 2.000 livres, destinée à la destruction de chantiers et d'usines. Ce travail serait confié à des Irlando-Américains, qui devraient s'attaquer spécialement aux usines de munitions de Walsham Abbey (?) situées au nord de Londres, aux docks de Tottenham ainsi qu'à une série d'établissements militaires ou industriels dont la nomenclature est fournie.

Par ailleurs, il aurait été détruit à Gibraltar, pour 50.000 marks de machines irremplaçables. Coût de l'affaire : 2.300 pesetas.

Jusqu'ici l'entreprise s'est poursuivie en territoire ennemi. On pourrait croire que l'Espagne, pays neutre

et point d'application de l'effort, sera épargné. Il n'en est rien. En avril 1917, Berlin demande à von Krohn ce qu'il compte y entreprendre et si, ultérieurement, les autorités militaires et navales s'accordent dans des conseils de prudence, dans des recommandations d'éviter toute violation de la neutralité espagnole, ce sont là paroles platoniques, qui s'accordent mal avec des instructions d'un autre genre, telle que celle-ci : comme moyen technique facile à employer et vraiment efficace, il n'est qu'un : le feu.

L'ambassadeur lui-même entend ne pas rester en arrière. S'il a renoncé aux projets d'attentats contre des généraux ennemis, par contre il met 5.000 pesetas à la disposition du consul général de Barcelone pour la destruction d'un tunnel et d'un train de munitions.

Enfin, et bien qu'elle ait été rejetée par Berlin, nous ne saurions passer sous silence la proposition suivante, issue de l'imagination de von Krohn : afin de provoquer la fermeture de la frontière hispano-portugaise et de gêner les rapports entre le Portugal et ses alliés, *contaminer à la frontière des rivières qui descendent vers le Portugal avec des bacilles du choléra.*

Le professeur Kleine, du Cameroun, tient le plan pour parfaitement exécutable. Il suffirait de deux tubes en verre contenant du bouillon de culture pure, qu'on pourrait faire parvenir dès que se présentera une occasion sûre.

Peut-être ceci nous donne-t-il la clef d'une phrase de Kalle lequel, après avoir constaté que les destructions tentées hors d'Espagne ont réussi, ajoute que « le

traitement essayé sur l'eau destinée à la boisson a donné des résultats extraordinaires. »

II

Quels sont les moyens techniques dont dispose le service S pour réaliser ses machinations ?

En ce qui touche les empoisonnements et les contaminations, nous savons seulement qu'au début, les produits sont expédiés de Berlin. En décembre 1915, Kalle signale que, depuis le 15 août, il n'en est arrivé aucun destiné aux chevaux. Ultérieurement l'on a dû fabriquer sur place, car, en juin 1916, l'attaché militaire annonce que les cultures « ont réussi ».

Pour ce qui est des engins de destruction, il semble qu'on ne puisse se les procurer en Espagne même et, de fait, nous ne relevons que deux allusions à la fabrication d'explosifs ou d'appareils. C'est donc du dehors que vient le matériel nécessaire.

Ce matériel comporte des camouflages variés et imprévus. Ce sont « des crayons mélangés avec de vrais crayons » et venus de Suisse par l'intermédiaire d'un nommé E..., commerçant. De Suisse également arrivent, par le même intermédiaire les « pèse-lait » inclus dans des envois de bouteilles thermos, et sans lesquels nous savons que « l'entreprise concernant les installations hydrauliques est impossible ». De même provenance encore sont les « chalets-jouets » et les « autels domestiques » expédiés de Zurich et qui, transitant par l'Ita-

lie, ne sont en réalité qu'une attrape (*sic*) pour permettre l'expédition du matériel S comme un article courant d'exportation (entendez par là qu'ils dissimulent des explosifs).

Impossible, enfin, de se méprendre sur la nature et l'usage véritables des « dynamomètres », qui doivent être employés notamment contre les navires.

Une fois, l'on tenta de recourir à des moyens plus directs et ce qui en résulta pourrait figurer honorablement dans un roman feuilleton, sous le titre *L'affaire Kallen ou des Explosifs de Carthagène*.

Dans les mois de novembre et décembre 1916, une conversation s'engageait entre von Krohn et l'Amirauté relativement à l'envoi par sous-marin d'un agent devant porter des explosifs : cordite, exacordite et « autres nouveautés ». Cet agent devait être un officier de marine de réserve, du nom de Kallen, qui changerait pour l'occurrence et de barbe et de nom.

Or, le 16 février, la police espagnole arrêta sur une petite plage, près de Carthagène, un individu suspect, qui se donna d'abord comme citoyen américain; ce dire fut confirmé par le capitaine du navire allemand *Roma*, faisant fonctions de consul à Carthagène.

Mensonge flagrant. Cet individu n'était autre que Kallen, amené sur les côtes d'Espagne par un sous-marin. Avant de débarquer, il avait immergé un certain nombre de ballots, amarrés à des bouées ancrées.

Ces ballots contenaient des explosifs, de la correspondance et des documents qu'un examen ultérieur devait révéler comme compromettants pour l'Allemagne.

Un complice qu'il avait à terre — un nommé Fricke, dit Herwood ou Wood — devait l'aider à amener à terre son matériel, destiné au Service S et à la propagande. Les deux compères furent emprisonnés et, malgré tous les efforts des représentants de l'Allemagne pour étouffer l'affaire, une instruction fut ouverte.

Devant l'émotion soulevée par cet incident, dans lequel l'Espagne vit une violation de sa neutralité, et devant l'irritation personnelle du roi, l'Allemagne désavoua ses agents. Après avoir officiellement exprimé ses regrets profonds, elle prétendit d'abord qu'elle ignorait tout; puis, ce système étant peu vraisemblable, elle déclara que les explosifs étaient uniquement destinés à mettre hors de service les navires allemands retenus dans les ports d'Espagne et d'Amérique, pour qu'ils ne puissent éventuellement tomber entre les mains de l'Entente, protestant au reste de la pureté de ses intentions à l'égard de la nation espagnole et du gouvernement.

Celui-ci ne fut pas dupe de la protestation, et von Krohn paya personnellement de sa faveur auprès du roi une affaire qui, de son propre aveu, ne pouvait être conduite avec plus de maladresse.

Il devait cependant y avoir récidive. Au mois d'avril 1918, c'est un officier aviateur allemand, Adolf Claus, fils du consul à Huelva qui, amené dans les eaux espagnoles par un nouveau sous-marin, est débarqué nui-

tamment près d'Alicante, à Santa-Pola, avec une caisse de détonateurs. Arrêté par les Espagnols et interné à bord de la canonnière *Bonifaz*, il ne trouve rien de mieux, pour expliquer sa venue et son bagage, que d'alléguer une intervention pyrotechnique à mettre au point.

Mais il a eu le tort de se laisser prendre et d'enfreindre les instructions qui lui prescrivaient d'immerger ses caisses. Aussi Berlin refuse-t-il de le connaître. Ratibor n'interviendra pas en sa faveur, et, pour toute consolation, le priera de se tenir tranquille.

III

Nous avons vu qu'il doit être fait emploi de « dynamomètres » contre les navires. Ceux-ci sont en effet spécialement visés. L'attaché naval s'occupe directement de la navigation en Méditerranée et sur les côtes d'Afrique, cherchant, sur l'ordre de Berlin, à interdire l'arrivée des céréales à destination de l'Europe ainsi que le transport en Angleterre du minerai espagnol, algérien et tunisien : C'est par ses soins qu'une machine infernale réglée pour cinq jours, a été embarquée sur le vapeur grec *Mikelis*. Parti de Bilbao, le 18 juillet 1917, avec 1.000 tonnes de minerai, ce navire sombra le 24 juillet. Pareil sort était réservé à un navire auxiliaire américain, préalablement « préparé »

en cale sèche à Gibraltar, et naufragé en vue de la côte d'Afrique.

C'est encore par l'intermédiaire de von Krohn que parviennent en Amérique du Sud les « détonateurs à mouvement d'horlogerie, dont l'effet ne doit se produire qu'après un assez long délai, afin que l'origine du sinistre demeure inconnue ». Ces appareils seront utilisés notamment contre les navires de guerre japonais, contre les pétroliers, les cargos transportant des céréales d'Australie en Amérique, généralement les navires ravitaillant les Alliés. Il est toutefois recommandé d'épargner les caboteurs ainsi que les navires neutres ou battant pavillon russe, et de s'abstenir à l'égard des navires de guerre mouillés dans les ports de l'Uruguay.

Conformément à ce programme, l'agent qui opère au Mexique et aux Etats-Unis aurait détruit deux vapeurs anglais, deux américains, un japonais, deux vapeurs côtiers; incendié en pleine mer le vapeur *Camino* et avarié un transport à San-Francisco.

Ces attentats se rattachent donc à une organisation d'outre-mer. Nous savons, en effet, que l'Argentine a reçu tout au moins un envoi de matériel; et l'attaché militaire allemand à Buenos-Ayres, capitaine de corvette Moller, doit profiter de la première occasion qui se présentera pour remettre un rapport sur l'activité déployée en Amérique du Sud pour le service de destructions par explosifs.

En mai 1918, le même Moller ayant été chargé de former des hommes de confiance pour opérer à Cuba et aux Etats-Unis, von Krohn rend compte que le Service S en Argentine et au Chili a dû être restreint par suite de compromissions; il propose de rattacher l'organisation de l'Amérique du Sud à celle de l'Espagne.

Un des principaux agents ayant travaillé en Amérique latine paraît être un certain L..., auquel, vers la fin de 1917, Berlin prescrit de cesser toute activité et de rentrer en Allemagne. Mais le premier rôle y est tenu par l'agent Arnold, que nous voyons toucher à La Havane en août 1916 puis repartir immédiatement pour « l'endroit désigné », par Costa-Rica et Panama. L'Argentine et le Chili semblent se partager son activité, qu'il exerce avec la plus large initiative; il ne reçoit d'instructions que de Berlin, par l'intermédiaire de Kalle, sans avoir affaire à la légation de Buenos-Ayres; il évite même de se rencontrer avec l'attaché naval Moller, ce que Berlin estime correct, « étant donné qu'il fait de l'espionnage ».

Espion — il entretient un homme de confiance à l'Ambassade d'Italie —; agent politique — il fait de la diplomatie occulte en marge de celle du ministre von Eckert —; propagandiste pour les Etats-Unis par l'intermédiaire d'un sous-ordre ainsi que pour l'Irlande; entrepreneur aussi de destructions, notamment de navires, l'agent Arnold s'est spécialisé dans l'empoisonnement du bétail destiné à l'exportation. Il le « travaille » avec succès, en employant des bouillons de

culture apportés par l'agente française Marthe Richer et par le docteur Gehrman. Il est assisté dans cette besogne par un spécialiste de la culture allemande, le docteur Hermann Fisher, pour lequel il demande la croix de fer.

En février 1918, il peut rendre compte que, grâce à son travail, l'exportation des chevaux argentins en France a complètement cessé; il ajoute que, depuis le mois de septembre 1917, quatre navires portant 4.500 mulets sont partis pour la Mésopotamie. Tous ces animaux avaient été « copieusement travaillés ».

Peu après, ayant relaté qu'un navire parti pour Bassorah avec des mulets ainsi travaillés a fait demi-tour, Kalle dénonce la protestation de l'ambassadeur d'Angleterre contre les prétendues machinations allemandes, qui auraient provoqué la perte d'un grand nombre d'animaux.

L'agent Arnold a fait école. En avril 1918, il avise Madrid que « les affaires E et B » peuvent être conduites par ses gens. Mais, vers cette même époque, il reçoit l'ordre, renouvelé en septembre, de cesser toutes les entreprises S en Argentine et au Chili, étant donné que celles-ci risquent d'être découvertes. Il lui est enjoint, cependant, de ne pas revenir en Europe, en raison du danger qu'il courrait, de tomber au pouvoir de l'Entente, et Kalle doit, à partir de novembre, lui verser une mensualité de 15.000 marks.

Le rôle tenu en Argentine par Arnold l'a été au Mexique, à des variantes près, par l'agent Delmar. Homme à tout faire de l'Allemagne; se substituant

parfois sur le terrain politique au ministre von Eckhardt (1) nous l'avons vu négocier, sans succès, un emprunt de 100 millions de pesetas pour le président Carranza, presser Berlin d'envoyer à ce dernier des armes et des munitions, puis, en dernier lieu, vouloir jeter le Mexique dans une aventure contre les Etats-Unis (2). Fourni, semble-t-il, de moyens financiers importants, disposant d'un poste secret de T. S. F., qui lui permet de « recevoir » de Nauen, c'est lui qui, à dater de la rupture entre l'Allemagne et les Etats-Unis, a la haute main sur toutes les entreprises de l'Amérique du Nord et du Mexique, où il projette notamment d'incendier les gisements de pétrole de Tampico. Il est secondé par l'agent Robert, envoyé spécialement de Berlin pour travailler « dans la manière connue » contre l'Entente et particulièrement contre les Etats-Unis.

C'est au Mexique qu'ont leur port d'attache les agents chargés du Service S aux Etats-Unis. L'on ne peut dire que la bonne entente règne toujours dans leur groupe, et l'une des tâches de Delmar, non la moindre, est d'apaiser les conflits sans cesse renaissants entre certains de ces personnages. Fort des succès croissants obtenus à la Nouvelle-Orléans, à Norfolk et à New-York, l'un d'eux prétend en effet agir en pleine indépendance et « avoir la direction de toute l'affaire ».

1. Qu'il ne faut pas confondre avec von Erekert, ministre d'Allemagne à Buenos-Ayres.

2. V. *supra*, p. 32.

A l'en croire, en effet, il a travaillé d'une façon satisfaisante en matière de destruction d'usines de guerre et de produits alimentaires aux Etats-Unis. Avec les gens à sa solde il aurait détruit depuis le mois de mai : trois vapeurs anglais, dont le *Pelagosa*, deux vapeurs américains et le vapeur japonais *Shinsno-Maru*. Il s'occupe encore de fomenter des grèves et des émeutes dans l'armée. Il demande s'il doit continuer à opérer contre les vapeurs japonais; s'il doit entreprendre quelque chose contre la colonie japonaise en Californie; s'il doit utiliser ses relations avec les Philippines, Hanoï, l'Alaska, le Japon, la Chine, Panama, le Chili, l'Argentine, pour supprimer la flotte américaine du Pacifique, (*sic*), etc.

L'ampleur du programme ne paraît pas surprendre Berlin. L'Amirauté, en effet, considère comme très désirables des grèves dans l'armée des Etats-Unis, des sabotages dans celles des colonies américaines qui fournissent des navires et des matières premières aux belligérants, ainsi que des entreprises contre les vapeurs japonais et le canal de Panama. Il ne faut pas non plus manquer d'agir contre les transports de céréales qui vont d'Australie en Amérique. Les autres entreprises contre le Japon, la Chine, ainsi que généralement celles contre le Chili et l'Argentine, lui demeurent interdites. Les besoins d'argent ne devront pas dépasser 100.000 marks par mois. En cas d'insuffisance de cette somme, une autorisation spéciale doit être obtenue de Berlin.

Les primes ci-après lui seront allouées :

a) Navires de guerre et bâtiments de commerce :
5 % de la valeur du bâtiment et de la cargaison.

b) Pour toutes autres entreprises : prime variable, qui sera fixée pour chaque affaire, suivant l'utilité du dommage causé, et qui pourra s'élever jusqu'à 50.000 marks.

Comme il y a intérêt à ce que le même agent ne dépende pas à la fois de l'Armée et de la Marine, celui dont il est question opérera comme homme de confiance de la Marine, étant autonome sous la direction du ministre.

Conformément à ces directives, il rend compte, qu'au dire de ses collaborateurs, il aurait été détruit aux Etats-Unis, notamment, une jetée, une scierie mécanique, un hangar rempli de céréales, les dommages causés s'élevant à un million de dollars.

Il s'est encore abouché avec la Loge irlandaise secrète de New-York et fait agréer par Berlin la proposition de celle-ci, d'intéresser aux entreprises S les loges de l'Argentine et du Brésil. Instructions de l'Amirauté à ce sujet : objectifs, navires de guerre et de commerce, bétail, matières importantes telles que minerai de manganèse. Ne rien entreprendre en Argentine et au Chili. Se méfier des pièges.

D'après constat dressé peu avant l'Armistice par le même agent, le Service S a donné de bons résultats : les dommages causés se chiffrent par plusieurs millions,

IV

Telles sont les entreprises auxquelles s'est livré le génie destructeur allemand. Sur ce terrain encore nous n'avons voulu ni commenter ni paraphraser, nous bornant à exposer, et laissant à d'autres le soin de conclure. Nous ne relatons que pour mémoire, sachant qu'ils n'ont pu être exécutés, les ordres donnés par Berlin à Arnold de provoquer la destruction du port d'Arkhangel et du chemin de fer de Kola, ainsi que la proposition faite à l'un de ses collègues, d'un coup de main contre le Transsibérien (1). Nous ne saurions non plus affirmer que les accidents survenus

1. Le programme de l'entreprise étant le suivant : « Installation d'un bureau de « Expert Geologist and Consulting Mining Engineers » à Shanghai ou Hong-Kong, où déjà l'on fait marcher avec succès une affaire de ce genre. Nouer des relations d'affaires et acquérir une participation ou prendre en ferme une usine située loin vers le nord, sur le Sélenga, si possible. — Rassembler là un certain nombre de Chinois, qu'on présenterait comme ouvriers et qui seraient bien montés et armés. — On se procurerait des mitrailleuses, des chevaux de bât, des explosifs pour l'exploitation des mines... Après avoir travaillé, préparé et étudié à fond, pousser à marches forcées la nuit sur le chemin de fer. Etudier la possibilité d'un soulèvement du très grand camp de prisonniers qui est près d'Irkoutsk. Si cela réussissait, il en résulterait des conséquences d'une portée incalculable. »

N'est-ce pas à la réalisation de ce projet qu'il faudrait rattacher le soulèvement des prisonniers austro-allemands internés en Sibérie vers la fin de 1917 et qui motiva l'envoi de troupes japonaises, lesquelles durent se rembarquer sur les injonctions venues de Washington. (Sur cet épisode peu connu : v. R. Pinon : « Une nouvelle phase de la lutte pour le Pacifique », *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1921). La question serait intéressante à creuser.

à des câbles sous-marins, auxquels s'intéresse l'Amirauté, relèvent du Service S. Enfin, nous passons sous silence, comme ne se rattachant pas directement à notre sujet, les projets de destruction éventuelle, par les explosifs ou par le feu, des navires allemands ancrés dans les ports de l'Espagne, du Portugal ou de l'Amérique du Sud. Nous retrouverons plus tard l'exécution de cette idée dans le sabordage par ses équipages de la flotte allemande dans les eaux de Scapa Flow.

De même que l'œuvre de propagande, de même que l'entreprise d'espionnage, le Service S s'est éteint avec les hostilités. Interruption de toutes les entreprises N IV (*sic*) ; cessation de l'activité des hommes de confiance de Mexico et de Buenos-Ayres ; plus de dynamomètres à bord des navires : tels sont les ordres de Berlin. En même temps que mourait l'œuvre, disparaissait un de ceux qui en furent l'âme : un an environ après son retour en Europe, Delmar décédait en Espagne, à la veille de l'Armistice, le 17 octobre 1918.

CHAPITRE VI

LE BUDGET DE L'ENTREPRISE

Il n'est pas négligeable de nous rendre compte des crédits affectés par l'Allemagne à son entreprise en Espagne, ainsi que des moyens financiers mis en œuvre. Non pas que nous ayons la prétention de dresser un bilan complet, alors que nous ne possédons que des éléments fragmentaires de comptabilité. La difficulté est encore accrue du fait que les ouvertures de crédit consenties par Berlin à Madrid le sont bien souvent d'une façon globale, sans distinguer entre les affectations courantes et celles qui font l'objet de cette étude. D'autre part, aussi bien dans l'annonce de ces ouvertures que dans les accusés de réception ou dans le compte-rendu des dépenses, il y a lieu de se méfier des doubles emplois, la même somme pouvant, par le jeu du système employé, figurer dans deux comptes différents. Quel qu'en soit, en effet, l'attributaire définitif, c'est toujours l'ambassadeur, chargé de la trésorerie, qui en est crédité par Berlin. En sorte que nous pouvons voir cette somme figurer tout à la fois dans un document de la série militaire ou navale et dans un document de la série diplomatique, et cela, tantôt

identifiée, tantôt confondue avec d'autres dans un même total, ce qui n'est point de nature à faciliter le contrôle.

Nous chercherons néanmoins, à l'aide de ces fragments, à reconstituer, dans la mesure du possible, l'ensemble du « puzzle ». Nous suivrons, pour ce travail, l'ordre des matières adopté aux chapitres précédents, étant observé que la ventilation ne saurait être complète, les crédits ou les dépenses afférents à plusieurs chapitres étant souvent bloqués, notamment lorsqu'il s'agit de la propagande ou du Service des Renseignements. Toutefois, cette inexactitude forcée ne porte que sur tel ou tel « poste » et n'affecte point le total.

I

A. — DÉPENSES POLITIQUES

Sur un crédit de 5 millions de pesetas ouvert à Ratibor en 1917 :	
Pour élections aux Cortès	1.150.000
Pour achat du député X...	1.009.339
3 crédits successifs de 5.000, 7.000 et 5.000 pesos or ouverts à l'homme de confiance A..., notamment pour entretenir le mouvement sinn-feiner en Irlande, au total, 17.000 pesos, soit, au taux légal de conversion	
15 pesetas	85.000
Crédit ouvert à Kalle pour l'action en Portugal	500.000
Envoi à Delmar (Mexique) « pour servir ses projets politiques » (1)	150.000
Envoi à Delmar, pour Kraft, de 100.000 dollars, soit	500.000
Pension de 1.200 pesetas par mois à A. A..., soit pour 12 mois	14.400

1. Sur une demande de un million de pesetas.

Pour le Maroc

Subside mensuel de 300.000 pesetas à Abd el Malek jusque et y compris janvier 1919, soit, pour 54 mois	16.200.000
Subsides extraordinaires, au même, pour achat de cartouches	500.000
Subside mensuel de 30.000 pesetas à Moulay Hafid, soit, pour 53 mois (1)	1.590.000
Versé à El Hibba, en août 1917, sur un crédit de 1 million, 800.000 pesetas hassani, soit	500.000
Versé à Rousouli, en août 1917, à valoir sur un crédit de 1 million, 350.000 P. H., soit	266.000
Versé à Kúhnel, en 1918, 500.000 P. H., soit	380.000
Crédit ouvert à Bartels, en avril 1918	200.000
Dépenses du 17 mai au 15 juillet 1918 : 1.239.000 pesetas, dont il y a lieu de déduire 600.000 pesetas pour subsides mensuels à Malek, comptés d'autre part, soit	639.000

B. — PROPAGANDE DE PRESSE

1917. — Distribution de secours à la population ouvrière de Valence, à titre de propagande	850.000
<i>Idem</i> pour les Canaries	50.000
Pour la propagande pacifiste en France	275.000
28 juillet : Crédit de 100.000 pesetas	} 800.000
30 juillet : » 100.000 »	
2 août : » 200.000 »	
17 août : » 400.000 »	
1918. — Pour lutter contre la propagande de l'Entente	10.000
Propagande pacifiste de Steffan auprès des gens de mer, du 12 octobre au 6 novembre	75.000
Crédit ouvert à Bassewitz, 30.000 marks, soit	23.000

1. A la vérité, nous ne savons exactement à partir de quelle date ce subside a commencé à être payé, les instructions de Berlin prescrivant seulement de le continuer, sans faire allusion au point de départ. Nous savons, d'autre part, que Moulay Hafid réclamait 75.000 pesetas par mois.

Pour propagande de presse

Chiffre global des dépenses mensuelles : 400.000 pesetas, soit, pour l'année (1)	4.800.000
Subvention à une revue argentine : 30.000 dollars, soit, aux taux légal de conversion (5 pesetas)	150.000

C. — SERVICE DES RENSEIGNEMENTS

I. — *De l'attaché militaire*

En janvier 1918, Kalle rend compte qu'il a, jusqu'à ce jour, dépensé pour le 3^e Bureau de l'Etat-Major (Service des Renseignements), environ 80.000 marks par an (62.400 pesetas) (2), soit, pour une période de 4 années, en chiffres ronds

	249.600
--	---------

II. — *De l'attaché naval*

En mai 1918, Steffan rend compte que le « Service des Etapes » (alias : des Renseignements), a, jusqu'alors coûté environ 75.000 pesetas par mois (3), somme qu'il est autorisé à porter à 100.000 pesetas à partir de juin 1918.

Soit, en supposant qu'il ait épuisé les crédits alloués, d'août 1914 à fin mai 1918, 46 mois à 75.000 pesetas

3.450.000	} 4.150.000
De juin à fin décembre 1918, 7 mois à 100.000 pesetas	

1. Ce chiffre est confirmé par le dépouillement du compte de dépenses qui, pour la période allant de mai en décembre, — sept mois et demi — donne 2.900.000 pesetas; environ 400.000 pesetas par mois.

2. Le taux de 100 marks = 78 pesetas nous est fourni par un rapport de Steffan du 8 septembre 1916.

3. Ce chiffre de 75.000 pesetas par mois est confirmé, par à peu près, par le compte-rendu des dépenses pour une période de quinze mois (août 1917-octobre 1918) : la moyenne ressort à environ 66.000 pesetas par mois.

D. — SERVICE S

1916. — Organisation du Service par Kalle	25.000
Crédit de £ 2.000 pour destructions en Angleterre, soit	50.000
1917. — Crédit de 20.000 dollars pour les Etats-Unis	100.000
Crédit éventuel de 10.000 marks ouvert à Arnold pour ses entreprises en Argentine, soit, pour l'année, 120.000 marks, ou	83.600
1918. — Crédit mensuel de 15.000 marks ouvert à Arnold, soit, pour l'année, 180.000 marks, ou	140.000
Crédit mensuel de 100.000 marks à Arnold, soit	78.000
Dépenses de Steffan de janvier à août, à raison de 10.000 pesetas par mois (1), soit	70.000
<i>Idem</i> du 5 août au 6 novembre	75.000
<i>Idem</i> du 6 novembre à fin décembre (2)	<i>Mémoire</i>

Si donc nous totalisons les chiffres afférents à ces divers chapitres, nous obtenons les résultats suivants (en pesetas) :

A. — Dépenses politiques	23.683.739
(dont 20.275.000 pour le Maroc)	
B. — Propagande	7.033.000
C. — Service des Renseignements	4.399.600
D. — Service S	621.600
Soit, au total	35.737.939

Ce chiffre de près de 36 millions, nous le répétons, n'a rien de rigoureux. C'est à peine si nous osons parler d'approximation : tout au plus, d'indication. Nous avons vu, en effet, que certaines dépenses mensuelles

1. Nous ne donnons cette indication que sous toutes réserves, ignorant la période auquel s'applique le chiffre de 10.000 pesetas.
2. Nous ne pouvons inscrire de chiffre pour cette période, aucun document n'indiquant dans quelle mesure a été utilisé un crédit de 100.000 pesetas ouvert par Berlin en septembre.

sont portées sans aucune fixation de période : c'est donc arbitrairement, et parce qu'il fallait cependant déterminer une durée, que nous avons adopté la durée totale de la guerre. Dans plusieurs cas, nous n'avons pas cru devoir tenir compte des crédits alloués, faute de renseignements ultérieurs et même de simples présomptions touchant l'emploi de ces crédits. Aussi les chiffres sont-ils manifestement trop faibles, notamment pour la propagande de presse en 1917 (800.000 pesetas, contre 4 millions 800.000 en 1918), ainsi que pour l'ensemble du Service S qui, sans nul doute, a coûté infiniment plus cher à l'Allemagne.

Cette inexactitude flagrante, inhérente à nos sources mêmes, ne nous a pas néanmoins arrêté dans la publication de ce chapitre. L'indication des chiffres nous a aidé à ordonner la matière, en soulignant l'importance de certaines entreprises et en fixant le plan qu'elles ont occupé dans l'esprit de l'adversaire. Elle pose certaines questions et fait ressortir maintes particularités. C'est ainsi qu'en comparant les sommes dépensées pour leurs Services de Renseignements respectifs par l'attaché militaire (249.600 pesetas) et par l'attaché naval (4.150.000 pesetas), nous comprenons mieux l'importance extrême de l'agence maritime organisée par ce dernier et le rôle qu'elle a pu jouer dans la guerre sous-marine.

II

Dernière question. Quelles ont été les pratiques financières mises en œuvre? Comment les crédits ouverts par Berlin étaient-ils réalisés?

Nous l'avons dit, le rôle de grand argentier fut toujours tenu par l'ambassadeur, crédité par les Affaires étrangères. Les ordres étaient passés à la « Deutsche Bank », qui les transmettait à sa filiale de Madrid, la « Banque allemande transatlantique ».

Mais les disponibilités de cette dernière ne tardèrent pas à s'épuiser. C'est qu'en outre des besoins de ses entreprises, l'Ambassade devait faire face à ses dépenses ordinaires, à celles de ses deux attachés, alimenter le courant économique, bailler à « Productos Ibericos » les fonds nécessaires à ces opérations, etc., etc. D'autre part, la baisse du mark, signalée à maintes reprises par Ratibor, rendait le change singulièrement onéreux.

C'est alors que, pour obtenir des ressources sur place, on résolut de s'adresser à la Banque de Castille, dont le directeur était un Allemand, du nom de Klinsch. Les négociations furent longues et pénibles. Dès le début, les conditions de la Banque furent relativement modérées. L'ouverture d'un crédit de 6 millions de pesetas, renouvelable, est subordonnée à une double garantie : 1° celle de la banque Urquijo, avec sous-garantie de la « Deutsche Bank »; 2° celle d'un crédit d'égal montant ouvert à la Banque de Castille par l'« Allgemeine Elektrizitats Gesellschaft ».

Par la suite, les exigences s'accrurent au fur et à mesure — c'est Ratibor qui le constate — que baissait le crédit de l'Allemagne, avec sa fortune militaire. Nous voyons s'affirmer la gêne grandissante de l'Ambassade et la détresse financière qui la menace (1).

Il semble qu'en dernier lieu, la Banque de Castille ait fait une avance de 9 millions le jour même de l'Armistice.

Nous détachons, pour terminer, d'un projet qui avait été élaboré en juin 1918, la clause suivante, qui peut donner à penser :

« L'ambassadeur s'engage à n'employer les sommes reçues de la Banque de Castille... ni pour des achats de produits, ni pour des buts de propagande susceptibles de créer des difficultés au gouvernement espagnol. »

1. Cette gêne ressort encore du fait qu'une somme de 10 millions en or, déposée par la banque Bleischröder à la Banque allemande transatlantique et destinée à l'entreprise du Mexique, a dû être détournée de son affectation et employée pour les besoins courants de l'Ambassade.

CONCLUSION

« Peints par eux-mêmes » : tel pourrait être le titre des pages précédentes. Dans la guerre secrète, nos ennemis d'hier se sont révélés tels qu'ils sont, avec leurs qualités et avec leurs défauts. On ne peut qu'admirer leurs dons d'initiative, d'organisation et de méthode, la continuité et l'enchaînement de leur effort, la ténacité de leur labeur. Leur esprit de cohésion a singulièrement facilité la tâche des chefs autour desquels, d'instinct, ils s'étaient agrégés. Si d'après la constatation d'un neutre « la moitié des Allemands nécessaires en Espagne est atteinte de maladies spécifiques » cette légère tare n'empêche nullement l'ensemble de la colonie de travailler à l'œuvre commune, en quelque lieu, en quelque situation que ce soit, avec un zèle et une spontanéité à laquelle un étranger rendait hommage en écrivant : « Tous les Allemands résidant au Maroc sont des agents de la propagande allemande. »

Ce témoignage impartial vient à l'appui d'une proposition qui ne saurait faire de doute : *tout Allemand à l'étranger est un propagandiste et un espion né.* Quant à sa discipline, elle résulte du mot d'ordre transmis de Berlin par Kalle à tous les Allemands d'Espagne, par l'intermédiaire des consuls et des présidents

de groupements, quant à l'attitude à observer le jour de la défaite devenue imminente.

Ceci dit, rien ne peut faire oublier la nature — nous nous abstenons de tout qualificatif — des moyens mis en œuvre par les agents les plus cultivés et les plus conscients. Destructeurs projetés ou tentés, même en pays neutre, empoisonnement de denrées alimentaires, inoculation du bétail : tels sont les hauts faits d'un Kalle. Et c'est dans la cervelle d'un von Krohn, destructeur de navires en mer, que germe l'idée d'empoisonner des eaux vives en territoire neutre, afin de porter chez l'ennemi le bacille du choléra.

Les dirigeants de Berlin ont, il est vrai, reculé devant l'emploi d'une telle arme. Ils ont en effet des scrupules : c'est pourquoi ils n'autorisent l'introduction de machines infernales à bord des navires ennemis, qu'à condition que l'effet ne s'en produise qu'après un assez long délai « afin que l'origine du sinistre demeure absolument inconnue ». C'est la pure doctrine Luxembourgeois (1).

La qualité maîtresse de l'adversaire, telle qu'elle résulte de ses aveux, est une fourberie qui s'étale avec une complaisance tranquille. Après avoir rendu compte des mesures prises pour détruire par le feu des gisements de pétrole au Mexique, pays neutre, Del-

1. Faut-il rappeler que le comte Luxembourgeois, chargé d'affaires d'Allemagne à Rio de Janeiro, avait demandé en mai 1917 que les deux petits steamers argentins, *Oran* et *Gauza*, qui approchaient alors de Bordeaux, fussent coulés « sans laisser de traces ». (« Spurlös versenkt. »)

mar ajoute qu'il a en sa possession un acte notarié affirmant que les Américains ont l'intention d'incendier une partie de ces gisements et d'accuser les Allemands du méfait.

Von Krohn veut-il accréditer la légende que les agents de l'Entente ont voulu vendre aux équipages de sous-marins allemands du poisson empoisonné : il racole deux faux témoins, auxquels il fait signer par devant notaire une déposition dans ce sens, moyennant le versement d'une prime. Et Berlin, tout en reconnaissant que, pour ce détail, les éléments de l'affaire ne peuvent être produits au grand jour, recommande cependant de l'exploiter dans la presse.

Ratibor, enfin, se charge de nous initier à certains procédés de la politique allemande, en nous montrant une lettre par lui adressée à El Hibba et qui ne porte pas de signature, mais seulement un sceau de fantaisie, employé pour tous les écrits de cette sorte « afin qu'on puisse au besoin les renier. »

Au reste, nous avons déjà vu le même personnage se targuant d'avoir, lors du départ de l'ambassadeur d'Angleterre, répondu, dans le cercle des amis de l'Allemagne, le bruit calomnieux d'une participation de ce diplomate aux troubles révolutionnaires qui agitaient l'Espagne. Ce faisant, il s'est montré bon élève de la Wilhelmstrasse qui, en 1917, lui prescrivait de faire représenter par la presse espagnole les événements politiques de Russie comme dus à l'influence et aux entreprises des représentants du gouvernement britannique à Petrograd.

Pendant longtemps les Allemands se sont, à l'étranger, vus maîtres de la situation. Ils ont cru, par un dosage habile de flatterie, d'intimidation, de corruption, arriver à asseoir leur crédit et à être maîtres de la place. Le réseau de leur entreprise couvrait le monde comme d'une gigantesque toile d'araignée : nous en avons montré les multiples ramifications en Espagne. Toutes les fois que celle-ci esquissait un geste de protestation ou de résistance, ils se voilaient la face avec une « douloureuse déception ».

Tragediante, Commediante.

EPILOGUE

Veut-on savoir ce que sont devenus, depuis la paix, les ouvriers de l'« Autre Guerre »?

Ratibor, rappelé en 1919 à Berlin, sur la demande du comte de Romanones, a quitté la carrière. Il est devenu président du club berlinois des « Grossen Herren », composé de junkers partisans d'une restauration monarchique.

Von Kalle a été repris par le Service des Renseignements. Promu au grade de général d'infanterie (général de division), il était, en 1931, chargé des relations entre la Reichswehr et la presse.

Von Krohn a figuré dans diverses manifestations des Casques d'acier.

Nous ne savons rien de Steffan.

Quant à von Papen, attaché militaire et chargé du Service des destructions aux Etats-Unis, il avait été, sur la demande du gouvernement américain, rappelé à Berlin dès avant la fin de la guerre.

Les hommes sont partis. Leur œuvre valait d'être dite.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
INTRODUCTION	13
CHAPITRE PREMIER. — L'ACTION POLITIQUE	19
CHAPITRE II. — L'ŒUVRE DE PROPAGANDE	36
CHAPITRE III. — L'ENTREPRISE D'ESPIONNAGE	56
CHAPITRE IV. — L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	78
CHAPITRE V. — LE SERVICE S	99
CHAPITRE VI. — LE BUDGET DE L'ENTREPRISE	118
CONCLUSION	126
EPILOGUE	130

Imp. de St-Denis. — DARDAILLON ET DAGNIAUX. 2-36

PAYOT, 106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

GENERAL SIR GEORGE ASTON.

Secret Service

Espionnage et contre-espionnage anglais pendant la guerre 1914-1918

In-8, avec 5 croquis 25 fr.

LIEUTENANT MAX WILD, Officier de liaison au Quartier Général de la VIII^e Armée, officier au Service de Renseignements allemand.

Mes aventures dans le Service Secret, 1914-1918

In-8. 20 fr.

HECTOR C. BYWATER, Membre associé de l'Institut des Architectes navals de Londres et de l'Institut naval des États-Unis.

Les Marines de Guerre et la Politique Navale des Nations depuis la Guerre

Préface du Vice-Amiral DURAND-VIEL

In-8 25 fr.

Le Bombardement de Scarborough (16 Décembre 1914) Le Combat du Dogger-Bank (24 Janvier 1915)

In-8 avec 16 croquis 20 fr.

CONTRE-AMIRAL GORDON CAMPBELL.

Mes Navires Mystérieux

Préfaces du Vice-Amiral GRASSET et de l'Amiral Sir LEWIS BAYLY.

In-8 avec 20 gravures dans le texte et 9 hors texte 18 fr.

CAPITAINE DE VAISSEAU A. F. B. CARPENTER, de la Marine Royale Britannique.

L'embouteillage de Zeebrugge

Préfaces de MM. le Maréchal FOCH, l'Amiral BEATTY et l'Amiral SIMS.

In-8 avec 18 gravures et une carte hors texte 20 fr.

E. KEBLE CHATTERTON.

Les Bateaux-Pièges (Q.-Ships)

contre les sous-marins allemands

In-8 avec 13 croquis et 28 photos hors texte. 18 fr.

LOUIS GUICHARD, Lieutenant de vaisseau, du Service Historique de la Marine, docteur en droit,

Histoire du Blocus Naval, 1914-1918

Ouvrage couronné par l'Institut

In-8 20 fr.

AMIRAL VICOMTE JELICOE DE SCAPA.

La " Grand Fleet " (1914-1916)

sa création, son développement et son œuvre

In-8 avec 11 diagrammes et cartes. 40 fr.

H. W. FAWCETT et G. W. HOOPER.

La Bataille du Jutland racontée par les Combattants

In-8 20 fr.

AMIRAL SIR H. BACON.

Lord Fisher, Amiral de la Flotte

In-8